

DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2020
Perspectives 2021

N° 517 - Février 2021

Économie de l'élevage



2020 : Une demande robuste en temps de pandémie 2021 : Des signaux contrastés

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Une année atypique en plein Covid
- PRODUCTION ET MARCHÉ EUROPÉEN - Hausse de la collecte et bonne résistance des marchés
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux événements de l'année 2020
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Baisse généralisée pour tous les systèmes laitiers

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : CHOTTEAU Philippe

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : BARON Benoît, CHAUMET Jean-Marc, FUCHEY Hélène, PECHUZAL Yannick, PERROT Christophe, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, BERCHOUX Alice, CHOUTEAU Alizée, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, LEBRUN Aubin ainsi que COUEFFE Daniel (CA 52), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL) ET TIRARD Sophie (CRAB).

CNIEL : ROUYER Benoît (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Les données et l'expertise de l'AFOCG ont été mobilisées pour les exploitations bio (page 21).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

• **Inosys Réseaux d'élevage** : ABGRALL Nadine (CRAB), ANDRIEU Angélique (CA 05), BALME Jean-Louis (CRA Occitanie), BAUP Jean-Claude (CA 32), BERAT Héroïse (CA 59/62), BLACHON Aurélie (CA 31), BODIN Tanguy (CRAB), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Véronique (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUCHARIN Emilie (CA 48), BOUCHER Lucille (CA 63), BROSSILLON Vincent (CRA PDL), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CARRERE François (CA 64), CHARPENTIER Alexia (CA 37), CHEMIN Anthony (CA 80), CHEVALIER Guillaume (CRA PDL), COTILLON Ludovic (CA 79), COUEFFE Daniel (CA 52), DANEAU Anne-Claire (CRA PDL), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DURAND Martine (CA 23), FERRAND Nathalie (CA 18), FERRE Pascal (CA 14), FOLLET Denis (CRAB), FOULON François (CA60), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GAYRAL Thierry (CA 46), GELINEAU Silvère (CRA PDL), GEORGEL Rémi

(CA 88), GERVAIS Florine (CRA Normandie), GOISET Cécile (CA 08), HOFGAERTNER Charlotte (CA55), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), JULIAC Sébastien (CA 02), LACOUR Clémentine (CA 63), LARDEREAU Audrey (CIA 25-90), LAURES Valentine (CA 39), LEGAY Aurélien (CA 19), LERAY Fanny (CA 14), LEROUGE Adélaïde (CA 14), LOUBAT Patricia (CA 48), MARSAULT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17), MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), NAEL Elsa (GAB 44), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), ROCHE Claude (CA 43), RUS Marie (CA 01), SABATTE Nathalie (CA 73-74), SERVANS Camille (CRA PDL), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CRA Normandie), THIOU Pascal (OCL 37), THONI Jessica (CA57), TIRARD Sophie (CRAB), TISSOT Marie (CA 63), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

2020 : Une demande robuste en temps de pandémie

2021 : Des signaux contrastés

L'année 2020 fera évidemment date. La pandémie de Covid-19 a imposé des confinements, des fermetures de restaurants, des limitations de circulation, des couvre-feux dans de nombreux pays... Une situation inédite depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle planétaire.

L'impact sur l'économie laitière française et européenne aura finalement été limité. Certes, les transformateurs ont dû s'adapter à des circuits de distribution profondément chamboulés. Certes, quelques filières de fromages AOP ont subi des fermetures brutales de marchés, surtout durant le premier confinement. Cependant, la forte hausse des achats des ménages a presque totalement compensé la chute des ventes en RHD et la moindre demande des IAA en ingrédients laitiers. Mieux, l'excédent commercial de la France laitière s'est amélioré sous l'effet d'un ralentissement plus prononcé des importations que des exportations (chapitre 2), comme c'est d'ailleurs le cas pour la viande bovine.

Néanmoins, la chute des cours des commodités laitières durant le printemps s'est répercutée sur le prix du lait à la production qui s'est légèrement érodé en moyenne d'une année sur l'autre malgré l'amélioration des taux. Dans le même temps, les éleveurs ont aussi subi la dépréciation des coproduits viande (veaux nourrissons et vaches de réforme) et, pour la plupart d'entre eux, ont affronté une nouvelle sécheresse estivale. Ainsi, leur revenu courant s'est de nouveau dégradé en 2020, plus ou moins selon les systèmes, d'après les estimations réalisées au sein du Réseau Inosys (chapitre 3).

À l'exception de la France et de l'Allemagne, les deux principaux pays laitiers où elle a stagné, la collecte laitière a retrouvé de la vigueur presque partout ailleurs dans l'UE-27. Le supplément de production a été surtout commercialisé sur le marché intérieur, qui a résisté aux mesures de restriction de la RHD, et secondairement sur les marchés mondiaux où l'UE-27 a conforté sa position de 1^{er} fournisseur mondial de produits laitiers (chapitre 4). La demande internationale en produits laitiers est demeurée bien orientée, grâce notamment aux politiques massives de soutien des revenus dans de nombreux pays et au rebond très précoce de la demande chinoise.

2021 reste très incertaine, même si, en ce début d'année, les signaux sur les marchés des produits laitiers sont bien orientés. Cependant, les prix des intrants, énergie et aliments du bétail, remontent rapidement avec l'espoir d'une vaccination généralisée contre le Covid-19 qui relancerait partout la demande en grains. En outre, la prise en compte des coûts de production et l'inversion de la logique de formation des prix, au cœur de la loi EGALIM, peinent toujours à se mettre en place. Cette année encore, les négociations tarifaires entre fabricants et distributeurs ont été âpres, même si l'issue (prolongée jusqu'au 15 mars) n'est pas encore connue à la date de finalisation de ce Dossier.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Une année atypique en plein Covid

12/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio de plaine

22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Hausse de la collecte et bonne résistance des marchés

32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2020

36/ LES PRÉVISIONS 2021

Possible reprise de la croissance de la production !

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

HIVER 1^{er} trimestre



Un hiver doux et arrosé

L'hiver 2019-2020 a été le plus chaud enregistré en France. La production laitière à cette période a été soutenue grâce à des stocks fourragers satisfaisants et de bonne qualité.

Covid-19

Le 1^{er} confinement et la fermeture de la RHD ont chamboulé les circuits de commercialisation des produits alimentaires. Cependant, le report de consommation vers les achats de détail compense les pertes de volume dans les autres circuits.

Le prix des veaux laitiers au plus bas

le veau mâle de 45-50 kg a perdu 25% de sa valeur d'un hiver à l'autre.

Baisse des cours de la PLE et du beurre

face à la rupture des chaînes d'approvisionnement et au ralentissement du commerce international, les cours du beurre et de la poudre maigre ont momentanément chuté. La Commission européenne a déclenché le dispositif d'aide au stockage privé.

PRINTEMPS



Green Deal

Le 20 mai 2020, présentation des stratégies « De la ferme à la table » et « Biodiversité 2030 » par la Commission Européenne.



Mise à l'herbe précoce dans de très bonnes conditions

Le printemps 2020, précoce et plutôt favorable à la pousse de l'herbe, a permis une bonne implantation des cultures de printemps.



Collecte volontairement ralentie au printemps

Le CNIEL a mis en place un fonds d'aide à la réduction volontaire des livraisons, afin de contenir l'afflux de lait au pic de la collecte. Par la suite la baisse saisonnière de la collecte a été précoce et plus marquée.



Rebond des cours des ingrédients laitiers

La levée progressive des confinements en Europe et la forte résilience de la demande asiatique ont permis aux cours des ingrédients laitiers de remonter avant de se stabiliser, un peu en dessous les niveaux d'avant crise.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

ÉTÉ



L'aide européenne au stockage privé peu sollicitée

Activé en mai et juin, ce dispositif aura finalement été peu sollicité par les transformateurs pour financer le stockage de beurre, de poudre maigre et de fromages.



Encore un été sec et chaud surtout à l'Est

Les épisodes caniculaires ont à nouveau marqué l'été 2020. Ils ont pénalisé la production d'herbe et en impacté fortement les rendements en maïs fourrager dans certaines régions. La moitié Est a été plus impactée que les régions de l'ouest.



Des précipitations tardives

La sécheresse estivale a joué les prolongations au début de l'automne .

Les premières précipitations significatives sont arrivées mi-octobre.

Si le pâturage d'automne a parfois permis d'économiser un peu de fourrages, les stocks étaient déjà partiellement consommés en entrée d'hiver dans l'Est.

AUTOMNE



Recul du cheptel laitier

À partir du mois d'octobre, les entrées de génisses en 1^{ère} lactation dans les troupeaux ont été exceptionnellement faibles, entraînant un fort recul du cheptel laitier, de -2% en un an par rapport à un effectif déjà réduit en 2019.



Repli de la collecte

Conséquence du cheptel en baisse, la collecte française accuse une baisse prononcée sur la fin du dernier trimestre.



Asie du Sud-Est/Pacifique

Un vaste accord de libre-échange (RCEP) est signé entre 15 pays du Pacifique, la Chine, le Japon et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).



Deal post-Brexit !

Après des mois de tergiversations, le Royaume-Uni et l'UE-27 sont parvenus à un accord commercial sans droits de douane ni contingent le 24 décembre 2020.

2

PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

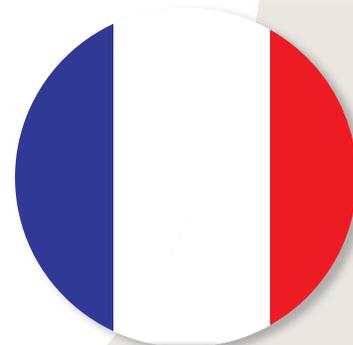
Une année atypique en plein Covid

L'année 2020 a connu une nouvelle stabilité de la collecte malgré un départ dynamique rapidement enrayé au printemps lors du 1^{er} confinement.

En dépit d'un rebond estival, l'érosion toujours plus marquée du cheptel a pesé dans le repli de la collecte au dernier trimestre alors que les charges en élevage amorçaient une hausse.

Les transformateurs ont dû ajuster leurs fabrications à la forte demande des ménages en produits laitiers, surtout lors des deux confinements, et face à la chute des ventes à la restauration hors domicile. Les laits liquides ont ainsi connu un sursaut à contre-courant de la tendance des dernières années.

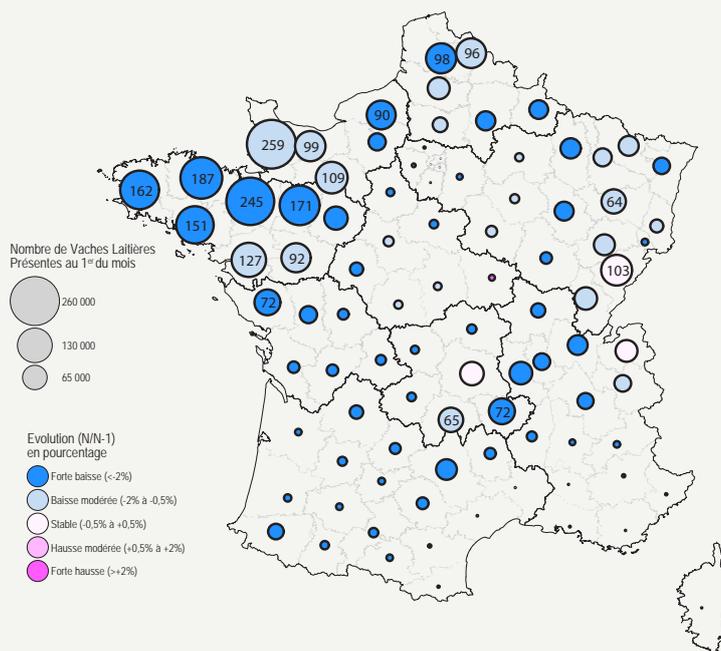
L'excédent commercial de la filière nationale a poursuivi son redressement dans ce contexte agité, à la faveur d'une moindre baisse des exportations par rapport aux importations et de la hausse des cours des protéines.



-260 000 têtes

C'est la baisse du cheptel laitier entre le pic de 2015 et le 1^{er} janvier 2021.

CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIÈRE ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1^{ER} JANVIER 2020



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev - Actualisation février 2020
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

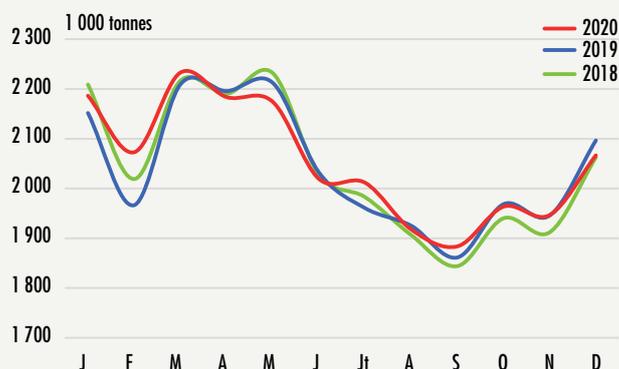
Une érosion du cheptel accentuée et généralisée

Le cheptel national de vaches laitières a de nouveau reculé sur l'année 2020 pour s'établir à 3,57 millions de têtes au 1^{er} janvier 2021, soit un repli de 80 000 têtes d'une année sur l'autre (-2,2%). Ce décrochage est bien supérieur à ceux constatés lors des exercices précédents (-58 000 têtes en 2019/2018 et -34 000 têtes en 2018/2017). Par rapport à son point haut de janvier 2015 à 3,82 millions de têtes, le cheptel s'est replié de -6,8% (-260 000 têtes).

En outre, la tendance baissière a été généralisée en 2020. Ainsi, la Bretagne et les Pays de la Loire, ont enregistré chacune des reculs de -2,5% au 1^{er} janvier 2021/2020, à 746 000 et 521 000 têtes. Les 1^{ère} et 3^{ème} régions laitières accusent pour la première fois des baisses plus prononcées que la moyenne nationale. La Normandie (2^{ème} région laitière), Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est et Hauts de France ont pour leur part connu des replis de -1,7% à -1,9%. Seule la Bourgogne-France-Comté connaît un repli inférieur à -1%, (-0,9% /janvier 2020), mais tout de même 2 fois plus prononcé qu'en 2019. Dans l'ex-région Franche-Comté, le recul n'est que de -0,7%, mais rompt avec la croissance de l'année précédente (+0,6% /2018).

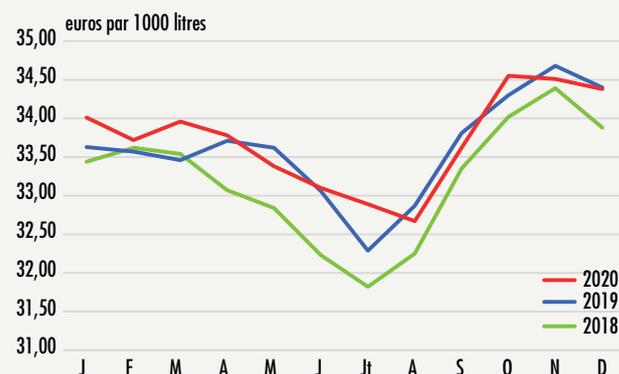
COLLECTE ET PRIX 2020

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



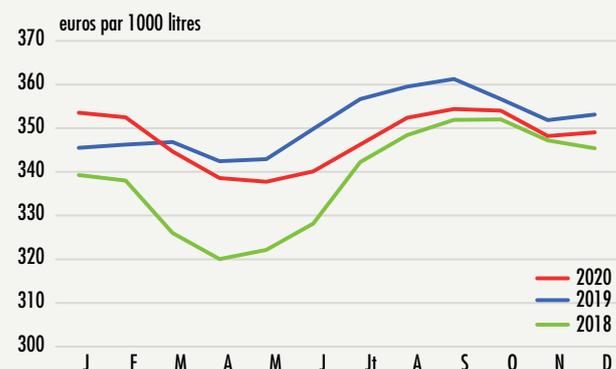
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Partie sur de solides bases au 1^{er} trimestre, la production laitière française a dû composer avec le confinement généralisé en UE lors du pic printanier. Sur l'année entière, la production a connu une très légère hausse mais s'est tassée en fin d'année.

Collecte annuelle stable en 2020

À près de 24,7 millions de tonnes, la collecte nationale de lait de vache a marginalement progressé, de 133 000 t d'une année sur l'autre. Elle atteint son 3^{ème} rang historique à la faveur d'une année bissextile, loin toutefois des hauts niveaux de 2014 et 2015 (25,3 et 25,4 Mt).

Le 1^{er} confinement débuté mi-mars a enrayé la dynamique antérieure (+1,5% au 1^{er} trimestre /2019, effet bissextile neutralisé) à l'approche du pic printanier. Face au manque de main-d'œuvre dans les laiteries et à la fermeture de certains débouchés, l'Interprofession laitière a incité les éleveurs à réduire volontairement leurs livraisons en avril, moyennant une indemnité de 320 €/1 000 l non livrés par rapport à 2019. Ce dispositif a entraîné une baisse de la collecte au 2^{ème} trimestre (-1% /2019). Après un rebond au 3^{ème} trimestre (+1,1% dont +2,6% sur juillet) qui a presque compensé la baisse printanière, la collecte française s'est tassée à nouveau durant l'automne (-0,6% /2019 dont -1,4% sur décembre).

La collecte dans le Grand-Ouest a marqué le pas (-0,2% /2019 effet bissextile neutralisé). Celle du bassin Normandie qui a progressé modestement (+0,2%) et atteint un nouveau record à 3,85 Mrds l. Le bassin Grand Est a été le plus dynamique (+3%) et dépasse lui aussi son précédent record qui remontait à 2015. Le Sud-Est reste stable tandis que l'Auvergne-Limousin a rebondi (+0,5%), pour la 1^{ère} fois depuis 2014. Le décrochage structurel reste marqué en Charente-Poitou (-2%) et dans le Sud-Ouest (-3%).

Rendements et compositions en hausse

Pour la 4^{ème} année consécutive, le rendement apparent national a progressé, de 100 kg environ/VL, pour approcher les 7 200 kg/VL (+1,4% /2019). Il a ainsi contribué à la stabilisation de la collecte malgré l'érosion du cheptel. La composition du lait s'est également appréciée : de façon modérée pour la matière grasse (+0,1% /2019 soit +0,04 g/l) à 41,87 g/l, un peu plus prononcée pour la matière protéique (+0,3% soit +0,10 g/l) à 33,72 g/l. L'enrichissement du lait a été prononcé au 1^{er} semestre, puis a montré un certain essouffement au 2nd semestre.

Le prix du lait marque un léger repli

Après trois années consécutives de revalorisation depuis la crise de 2016, le prix du lait a légèrement reculé en 2020. À 348 €/1 000 l de moyenne nationale, le prix du lait standard (38-32), SIQO compris, cède un peu plus de 3 € d'une année sur l'autre (-1%), et se situe à +10 € /2018. À 373 €/1 000 l, le prix du lait effectivement payé a légèrement mieux résisté en ne cédant que 2,5 € (-0,7% /2019), du fait notamment de la hausse des taux.

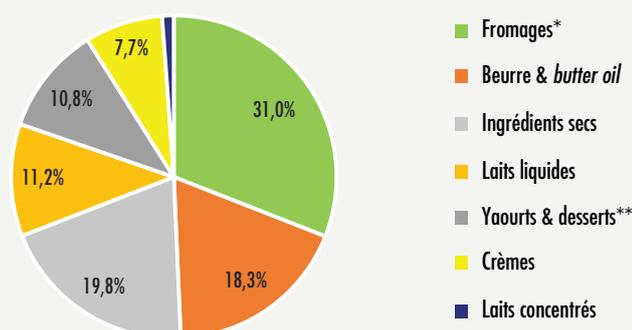
Bien orienté en début d'année (+4 € sur le prix de base et +10 € sur le prix réel au 1^{er} trimestre, à respectivement 350 € et 378 €/1 000 l), le prix du lait a subi une baisse saisonnière renforcée par l'effondrement passager des cours des ingrédients laitiers. De 325 €/1 000 l en janvier, point haut qui n'avait plus été atteint depuis l'automne 2017, le prix du lait transformé en beurre/poudre maigre valorisés sur le marché européen est tombé à 237 €/1 000 l en mai, son plus bas niveau depuis l'été 2016. Il s'est redressé petit à petit pour se stabiliser un peu en dessous de 280 €/1 000 l de septembre à décembre.

Selon l'observatoire de la revue *L'éleveur laitier*, le prix du lait (composition 42/33, qualité super A, primes et ristournes comprises pour une ferme modélisée) payé aux livreurs en 2020 se situe entre 346 et 399 €/1 000 l en moyenne annuelle contre 353 à 407 €/1 000 l en 2019. Pour beaucoup de producteurs, une partie de la hausse de prix de 2019 a été effacée en 2020.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

COLLECTE ET FABRICATIONS 2020

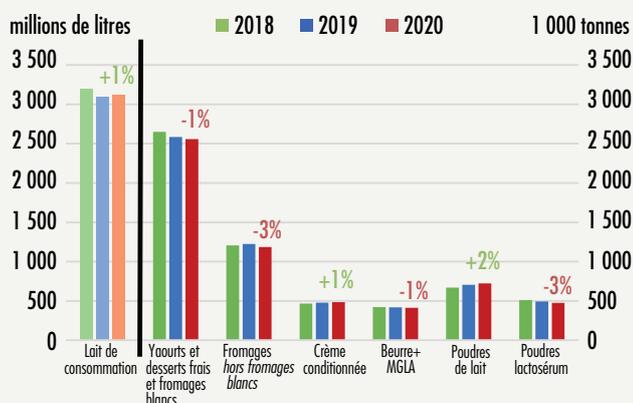
UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2020)



* hors fromages blancs
** y compris fromages blancs

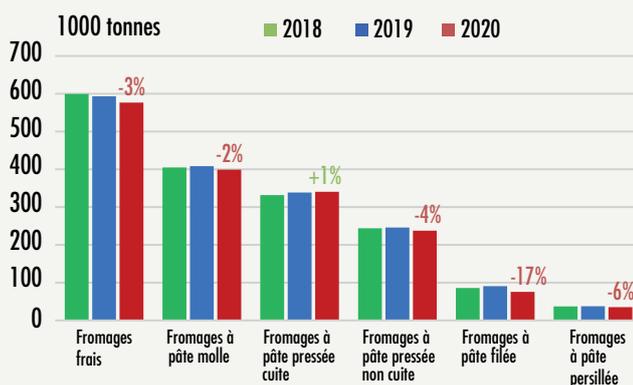
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Eurostat et CNIEL

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2020, les transformateurs ont disposé de plus de matière utile (+0,8% /2019) dont le supplément provient de la légère hausse de la collecte laitière et surtout de celle des taux du lait. Ils ont privilégié les fabrications de produits de grande consommation pour répondre aux achats supplémentaires des ménages depuis le 1^{er} confinement. Les fabrications d'ingrédients secs ont aussi été accrues, aux dépens des fabrications fromagères.

Sursaut exceptionnel des fabrications de laits conditionnés

Les fabrications de laits conditionnés ont repris en 2020 (+1% /2019), après une longue période de déclin (-16% de 2009 à 2019), sous l'effet d'un sursaut des ventes aux ménages. Leurs achats supplémentaires ont plus que compensé la chute des ventes en restauration hors-domicile (RHD).

Poursuite de l'érosion des fabrications d'ultra-frais

Les fabrications de yaourts ont été stabilisées pour les mêmes raisons, alors qu'elles déclinaient depuis 2013 (-13% en 7 ans). En revanche, celles des autres ultra-frais et des fromages blancs ont continué de décliner, respectivement de -2% et -3% /2019.

Plus de crème conditionnée, mais moins de beurre

Les fabrications de crèmes conditionnées ont certes progressé (+1% /2019), mais moins vite que la tendance antérieure (+3% par an entre 2013 et 2019). En revanche, les fabrications de beurre de consommation ont sensiblement baissé, malgré la stabilisation des prix au détail, tout comme celles de MGLA (matières grasses laitières anhydres) à -2% /2019, faute de disponibilités.

Rebond des ingrédients secs

Amorcée en 2019, la reprise des fabrications de poudres de lait s'est poursuivie en 2020. Celles de poudres grasses ont rebondi de +17% /2019 à 130 000 t, tandis que celles de poudre maigre ont été stables, après avoir repris en 2019 suite au bas niveau atteint en 2018.

Les fabrications de poudre de lactosérum ont reculé de -3% faute de disponibilités. Celles de caséines ont fléchi de -7% parallèlement au rebond des fabrications de poudres grasses.

Recul des fabrications fromagères

Les fabrications de fromages (hors blancs) ont fléchi de -3% /2019, à 1 185 000 t, dans presque toutes les familles, sous l'effet d'un fléchissement de la demande intérieure et des exportations (respectivement -2% et -0,4% en MSU).

Seules les fabrications de pâtes pressées cuites (35% de la MSU fromagère) ont progressé (+0,6% /2019), du seul fait de la forte demande en emmental par les ménages (+1,1%). Les fabrications de Comté ont plafonné après une décennie de croissance forte, et celles de Beaufort chuté de -10%.

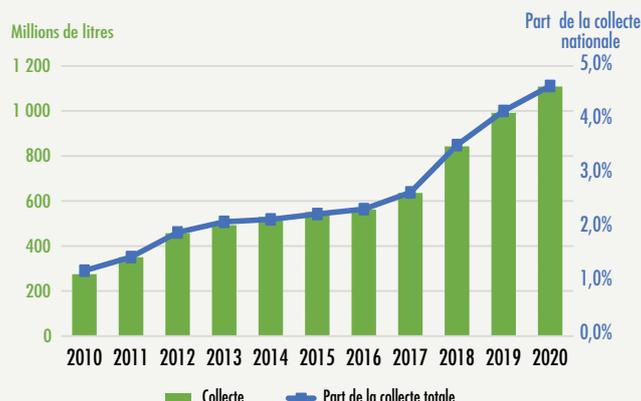
Les fromages à pâte molle (31% de la MSU fromagère) ont reculé de -2% /2019, davantage que la tendance antérieure (-0,5%/an depuis 2010).

Les fabrications de pâtes pressées non cuites (22% de la MSU fromagère) et de pâtes persillées (3%) ont subi des chutes encore plus marquées.

Avec une chute de -17% /2019, les fabrications de fromages à pâte filée type mozzarella (5% de la MSU fromagère) ont été les plus impactées par la chute d'activité dans la restauration commerciale, après dix ans de croissance. Enfin les pâtes fraîches à tartiner (3% de la MSU) ont aussi enregistré une baisse de la demande tant en France qu'à l'export. Enfin les fabrications de fromages fondus ont été stables.

LAIT BIOLOGIQUE 2020

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT BIOLOGIQUE



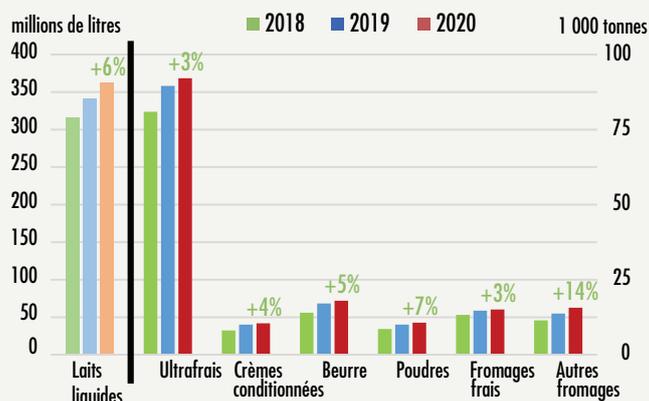
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX ANNUEL* DU LAIT BIO (STANDARD 38/32)



* Prix mensuels pondérés par la collecte
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS LAITIERS BIOLOGIQUES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La collecte de lait biologique a poursuivi une croissance soutenue en 2020, avec plus de 100 millions de litres supplémentaires d'une année sur l'autre. Le prix du lait bio a globalement bien résisté.

Collecte toujours dynamique

Partis de 3 700 en janvier 2020, les effectifs de livreurs de lait bio se sont étoffés tout au long de l'année pour approcher 3 970 en décembre, soit un peu plus de 8% des livreurs de lait de vache (contre 3,5% en 2015). À près de 1,11 milliard de litres, soit 4,6% du total livré (x2/2015), la collecte de lait bio a fortement progressé, de +117 millions de litres (+12%/2019). Sans la modération demandée par certains collecteurs au printemps, la croissance aurait pu être supérieure encore.

Sur mai et juin, la croissance de la collecte d'une année sur l'autre est ainsi tombée à +7% alors qu'elle caracolait entre +10 et +19% sur les autres mois de l'année.

Croissance moins forte des fabrications qui peinent à suivre la collecte

Les fabrications de produits laitiers biologiques ont crû sur l'ensemble des catégories de produits, mais aucune n'a suivi la progression de la collecte avec seulement 45% du surplus de matière collectée valorisé en produits finis bio d'après nos estimations. L'autre partie a été valorisée en ingrédients bio pour lesquels les données manquent, mais est aussi entrée dans des fabrications de produits laitiers standards.

Pilier de la filière, mais aux marges de développement plus réduites compte-tenu de son poids déjà élevé dans les achats des ménages (>10% en volumes), les fabrications de laits conditionnés « bio » ont crû moitié moins vite que la collecte (+6%), de même que celles d'ultrafrais, à +3% contre +11% en 2019. Celles de beurre et crèmes ont progressé de +5% et +4%, nettement moins que les +20% de l'année précédente. Les fromages bio, dont les fabrications restent encore peu développées, ont progressé de +3% pour les fromages frais et +14% pour les autres fromages, contre des croissances respectives de +11 et +20% en 2019.

Le prix du lait bio se maintient malgré un marché alourdi

Le prix du lait biologique standard (38-32) est demeuré stable à 461 €/1 000 l en moyenne sur l'année. Le prix effectivement payé aux producteurs a quant à lui cédé à peine 1 € à 480 €/1 000 litres d'après FranceAgriMer, en dépit de l'amélioration des taux butyreux (+0,3 g/l à 41,24 g/l) et protéiques (+0,06 g/l à 32,65 g/l). Le prix payé en bio s'est situé 126 € au-dessus du prix du lait conventionnel standard (hors SIQO).

Cette préservation de la valeur constitue une performance honorable pour une filière en croissance encore contrainte de déclasser une partie de la matière laitière collectée (notamment la matière protéique) et soumise aux turbulences liées à la pandémie.

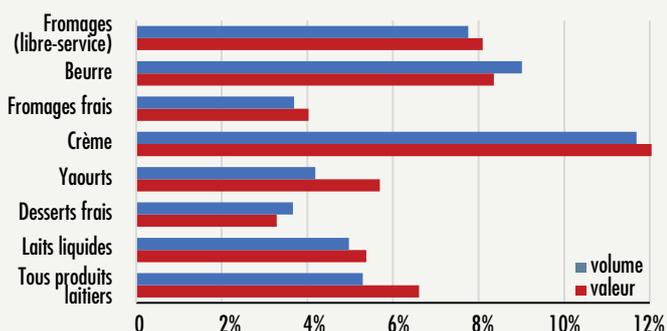
Les ventes de produits laitiers biologiques ont été boostées en début d'année lors du 1^{er} confinement, période favorable à la bio dans son ensemble en renforçant les achats des ménages (son débouché de prédilection) sur des produits simples : laits liquides, beurre et crème, etc.

Mais les effets de la crise économique ont commencé à se faire sentir au 2nd semestre. Certains produits laitiers biologiques ont été à la peine, à l'image des ultrafrais dont les volumes vendus ont globalement chuté de -7% sur l'année d'après le panel Kantar, effaçant une partie de la hausse de l'année précédente (+12%/2018). Ainsi, les ventes de crème ont progressé de près de +11%/2019 (contre 21% un an plus tôt), celles de fromages et de beurre d'à peine +10% (contre +21 et +22% un an plus tôt) et celles de laits conditionnés biologiques de +3% (contre +11% un an auparavant).

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

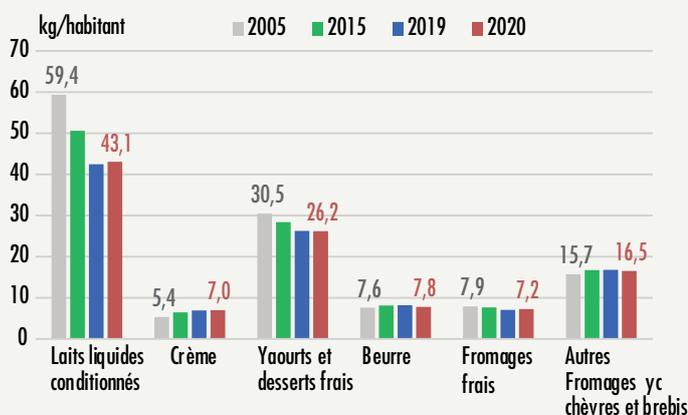
CONSOMMATION FRANCE 2020

PROGRESSION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS EN FRANCE (% /2019)



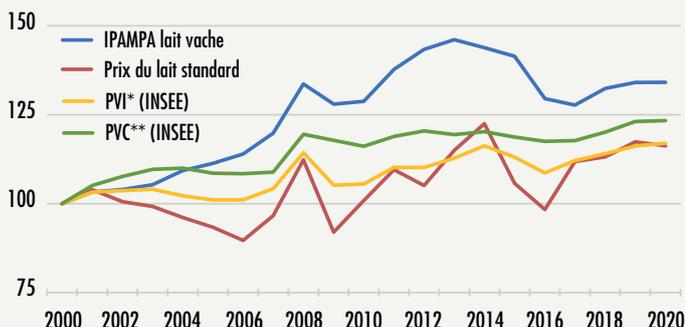
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



*PVI = Prix de Vente Industriel INSEE
**PVC = Prix de Vente aux Consommateurs INSEE

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

Malgré une année atypique, la consommation nationale de laits et produits laitiers a globalement bien résisté. Mesurée en équivalent lait, elle a baissé de -1% d'une année sur l'autre, selon nos estimations. La forte hausse des achats des ménages a presque totalement compensé la chute des ventes en RHD et la moindre demande des IAA. Les fromages râpés et tranchés ont été plébiscités. En revanche certains fromages AOP ont souffert de la fermeture des restaurants.

Bond des achats des ménages

Les deux confinements ont provoqué un report de consommation de la RHD vers la restauration à domicile. Les ventes de produits laitiers en GMS ont progressé dans toutes les familles de produits laitiers.

Les achats de crème par les ménages ont été les plus dynamiques (+12% /2019 en volume et un peu plus en valeur), devant ceux de beurre (respectivement +9% et +8%) d'après les données IRI-CNIEL. Ces deux produits sont les ingrédients laitiers les plus utilisés en cuisine, devant les laits conditionnés. Ce sont surtout les achats de crème fraîche nature entière qui ont été plébiscités (+13% /2019).

Le confinement a stoppé la dé-consommation de laits liquides, dont les achats par les ménages ont rebondi de +5% en volume et d'un peu plus en valeur. Le lent repli de la consommation d'ultra-frais, amorcé en 2011, a aussi été stoppé. Les GMS ont accru leurs ventes de +3% (en volume) tant en laits fermentés, en fromages frais qu'en desserts lactés.

Enfin les ventes de fromages en libre-service ont été très dynamiques (+8% /2019 en volume et en valeur). Les ménages ont surtout accru leurs achats de râpés et d'emmental, à usages multiples. Ils ont aussi porté leur dévolu sur les fromages à raclette. Les ventes de pâtes molles et de pâtes persillées ont bénéficié d'un petit sursaut (respectivement +1,3% et +2%).

Consommation totale stable

D'après nos estimations par bilan, la consommation par Français de laits liquides conditionnés est remontée à 43,1 l/hab. (+1,3% /2019), après avoir baissé de 14 litres depuis 2010.

La consommation apparente de beurre a en revanche reculé de -0,4 kg à 7,8 kg/hab., malgré la forte utilisation à domicile, qui n'a pas compensé la chute en RHD et le tassement de l'utilisation par les IAA. La consommation de crème a été globalement stable à 7 kg/hab.

La consommation de yaourts et desserts frais a été stabilisée à 26,2 kg/hab., après plusieurs années de repli. Celle des fromages frais avec fromages blancs a légèrement progressé de +2% à 7,2 kg, tandis que celle des autres fromages (tous laits confondus) a reculé de -2% à 16,5 kg/hab.

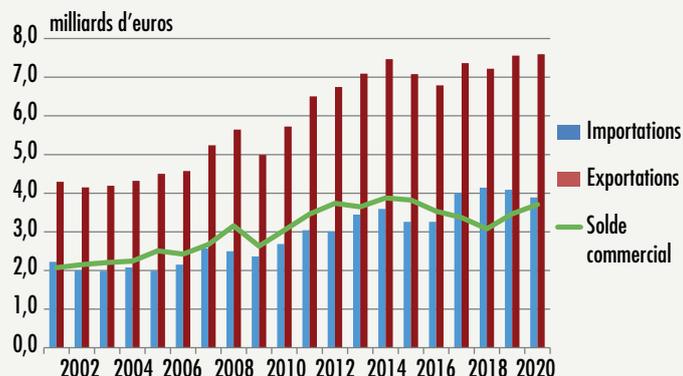
Évolution contrastée des prix à tous les maillons de la filière

En moyenne, le prix du lait à la production a cédé -1% /2019. Dans le même temps l'IPAMPA a été stable, la baisse des prix de l'énergie et des engrais ayant neutralisé la hausse du prix des aliments achetés amorcée au 2nd semestre 2020.

Les prix au stade de gros et de détail ont sensiblement progressé, respectivement de +0,7% et +0,2% selon l'INSEE. Au détail, c'est surtout le prix des laits conditionnés qui a progressé (+1% en moyenne). Le prix au détail du beurre a été quasi-stable, à -0,1% près, malgré la baisse des cours au stade de gros.

COMMERCE EXTÉRIEUR 2020

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

L'excédent commercial laitiers français s'est amélioré pour la seconde année consécutive, principalement du fait d'un fort ralentissement des importations (-7% /2019).

Amélioration de la balance commerciale avec les pays de l'UE

En 2020, l'excédent commercial a poursuivi son redressement (+7% /2019, à près de 3,71 Mrds €) après son fléchissement en 2018, sans égaler les records de 2014 et 2015. D'un côté, les exportations ont progressé (+0,5% à 7,6 milliards €), malgré un recul des volumes expédiés. De l'autre, les importations ont fléchi de -5% à 3,9 Mrds €, du fait de fortes chutes des volumes importés (-7% en équivalent lait) et malgré la légère hausse du prix moyen.

L'excédent commercial avec les pays tiers a plafonné à 3,36 Mrds €, après avoir incessamment progressé depuis 2009. Les moindres ventes en Chine (-2%) et aux États-Unis (-3%) ont gommé le dynamisme des exportations vers la Corée du Sud (+20%) et vers l'Algérie (+1%) et la hausse de l'excédent commercial avec le Royaume-Uni pour cause de chute des importations.

La balance commerciale de la France avec les autres pays de l'UE-27 a été multipliée par 3,5, à 347 M€, grâce à la hausse des exportations (+3% à 4,0 Mrds €) et la baisse des importations (-4% à 3,6 Mrds €). Cependant, 90% de l'excédent commercial en produits laitiers provient toujours des échanges avec les pays tiers (contre près de 100% en 2018 et 60% seulement en 2010).

Réduction du déficit commercial en matières grasses

En 2020, le solde commercial en laits liquides s'est légèrement amélioré à 212 M € (+6%), principalement en raison d'une baisse des importations des laits vrac et conditionnés, respectivement de -18% et -14% en volume. Les exportations de laits ont été globalement stables, en valeur comme en volume, avec une baisse des expéditions de laits conditionnés (-13%) de même ampleur que la hausse de celles des laits vrac.

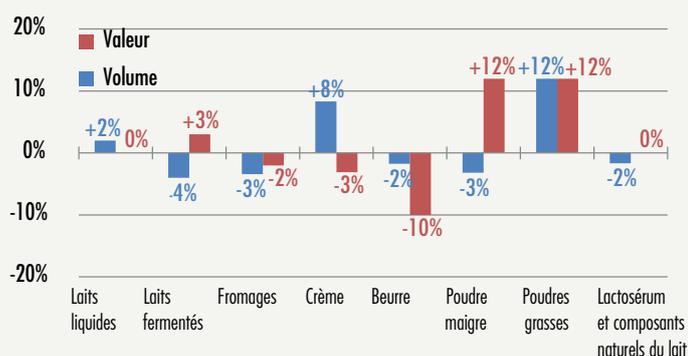
Le solde commercial des fromages s'est encore dégradé, pour la troisième année consécutive, de -11% /2019 à 1,26 Mrd € en 2020. Les exportations ont légèrement reculé de -3% en volume et de -2% en valeur à +3,1 Mrds €, surtout vers les pays tiers (-8%), notamment le Royaume-Uni (-12%) et les États-Unis (-11%). Alors que les importations ont encore une fois augmenté, de +6% en volume (à 401 000 t) comme en valeur (à 1,8 Mrd €).

Le commerce extérieur de matières grasses s'est amélioré, après quatre années de dégradation. La France a davantage réduit ses importations de beurre (-9% /2019 à 200 000 t) que ses exportations (-3% à 90 000 t). Le déficit commercial s'est davantage contracté en valeur, de -40% à -268 M€, du fait de la chute des cours du beurre au stade de gros. Le solde commercial en crème est redevenu positif (+33 M €) grâce à plus d'exportations, essentiellement en crème vrac (+22% en volume), et moins d'importations (-22%).

Rebond de l'excédent commercial en ingrédients secs

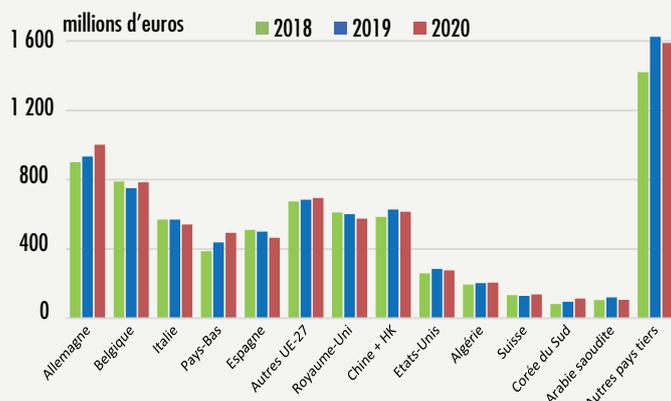
L'excédent commercial en ingrédients secs s'est de nouveau étoffé (+15% à 1,32 Mrd €) principalement grâce à la hausse des cours des protéines laitières (+13% /2019). L'excédent de poudre maigre a progressé en valeur (+15% à 528 M €), mais marqué le pas en volume du fait d'un net ralentissement des échanges. L'excédent en caséines a aussi bondi, de +20% à 434 M€ et +15% en volume, sous l'effet d'une réduction plus marquée des imports (-33%) que des exports (-11%). L'excédent commercial des poudres grasses a bondi de +50% à 153 M € grâce à des exports en hausse (+5%) et au tassement des imports. Enfin, les exportations de poudre de lait infantile ont marqué le pas (-4% à 902 M €) tandis que les importations ont bondi de +35% à 194 M€ €, soit une chute de 11% de l'excédent à 708 M€.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2020 (% /2019)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Baisse généralisée pour tous les systèmes laitiers

Pour chaque système laitier suivi, le résultat courant 2020 est estimé en baisse. Celle-ci paraît limitée pour les élevages des montagnes de l'Est spécialisés en AOP. Mais elle est beaucoup plus forte pour les systèmes mixtes avec cultures notamment. Les explications sont multiples, depuis l'érosion du prix payé pour le lait hors SIQO (il est stable en bio) jusqu'aux effets des sécheresses estivales récurrentes. Côté produits, ceux de la viande sont en baisse (prix de veau nourrisson et de la réforme laitière), y compris dans les ateliers joints (prix des jeunes bovins ou des brouards quand il y a des vaches allaitantes), de même que les ventes de céréales, faute de rendement. Côté charges, la baisse des prix des carburants et engrais a été loin de compenser la hausse des achats de fourrages, de concentrés voire de paille suite à la sécheresse. D'autant qu'aucune aide exceptionnelle du fond calamités au titre de 2020 n'avait encore été décidée au moment du bouclage de ce chapitre !

CUMUL DE FACTEURS DÉFAVORABLES

Le prix du lait fléchit, les livraisons résistent

Après trois années de hausses consécutives qui ont résorbé la chute de 2015-2016, le prix du lait hors SIQO a légèrement fléchi (-5 €/1 000 l). De même le prix du lait bio, qui bénéficiait d'augmentations quasi continues, a marqué le pas en 2020, à 476 €/1 000 l. L'exception vient une nouvelle fois du Jura et des Savoie, où les prix des AOP et IGP ont gagné une vingtaine d'euros par mille litres malgré la panique du printemps liée à la Covid-19 et des débouchés fortement perturbés. Si la collecte nationale est en baisse en 2020, en grande partie due à l'impact des cessations d'activités, les volumes livrés par élevage continuent de croître.

Conjoncture très faible pour la viande bovine

Le marché de la viande bovine était en crise en 2020, à commencer par les veaux nourrissons qui ont connu des prix en forte baisse (-14% / 2019). À cela s'ajoutent des cotations 2020 en baisse pour les vaches de réforme (-3% en conformation O, = pour la P) et les taurillons d'origine laitière. Les systèmes mixtes avec un troupeau allaitant ont également été affectés par la mauvaise conjoncture des brouards mâles à partir de l'été. Les ateliers « grandes cultures » présentent également des niveaux de résultats en retrait par rapport à 2019. Si les prix étaient en hausse en 2020, essentiellement sur la fin de l'année et donc profitant plus à ceux qui diffèrent la vente, les rendements ont fortement baissé. Les difficultés d'implantation à l'automne 2019 et la sécheresse précoce au printemps 2020 ont été très pénalisantes dans de nombreuses régions. En outre, en cas d'aléas climatiques, le produit grandes cultures est souvent affecté par le basculement en autoconsommation d'une partie de la sole initialement destinée à la vente (maïs ensilage au lieu de grain).

Les prix des charges quasi stables

L'indice IPAMPA lait de vache a été stable d'une année sur l'autre essentiellement grâce à la baisse des prix des carburants (-22,8%) et engrais (-6,7%) qui ont compensé les hausses sur d'autres postes, notamment les aliments pour vaches laitières (+2,3%). La fin d'année 2020 a connu de fortes tensions sur le prix des correcteurs azotés qui se prolongent en 2021. De nombreux bassins laitiers ont subi en 2020 la sécheresse estivale (pour certains pour la troisième année consécutive) qui pénalise les rendements des cultures de vente et fourragères et les récoltes d'herbe qu'il a fallu compenser par des achats extérieurs. La faiblesse des récoltes de céréales a notamment généré de fortes tensions sur les transactions de la paille pour litière.

Statu quo des aides PAC

Après cinq années de convergence, les aides découplées avaient atteint en 2019 l'objectif défini initialement. Aussi en 2020, les montants d'aides PAC, 1^{er} et 2^{ème} piliers ont peu varié (-1,5% sur les aides découplées et -0,7% de discipline financière sur la partie couplée). Mais, dans de nombreuses exploitations, le montant global d'aides était en baisse parfois conséquente. Dans certains cas, cela est dû à la disparition des aides exceptionnelles pour calamités perçues en 2019. Bien que certains départements aient à nouveau demandé une prise en charge au titre de 2020, rien n'a pour l'instant (mi-février) été accordé et donc pris en compte dans l'estimation des revenus. D'autre part, certaines exploitations récemment converties à la bio, se voient aussi priver des aides régionales au maintien de la production bio, arrivées au bout des échéanciers.

ESTIMATION DES REVENUS 2020 DANS LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE INOSYS

Baisse généralisée des rémunérations

La baisse du prix du lait et du coproduit viande dans les exploitations hors SIQO reste loin d'avoir été compensée par la hausse des livraisons. Le produit de l'atelier laitier subit une baisse en 2020. Il faut y ajouter pour les systèmes mixtes un fléchissement des résultats des marges sur les cultures de vente et la viande bovine. Avec la hausse des charges, souvent pour aléas climatiques, et des soutiens décroissants, la baisse des revenus est estimée tant pour les systèmes laitiers spécialisés de plaine (-6 700 €/UMOex), que pour les systèmes mixtes lait- viande (-9 400 €/UMOex) et les exploitations en polyculture-élevage laitier (-10 800 €/UMOex). Dans le Massif central, les mêmes causes produisent les mêmes effets, le revenu baisse de -5 000 €/UMOex. En plaine, les systèmes de production de lait bio voient leur résultat amputé en moyenne de -6 300 €/UMOex, essentiellement en raison d'une hausse des charges d'alimentation et d'une baisse des aides. Enfin, pas épargnés par les aléas climatiques, ni par la Covid-19 qui a limité les habituelles progressions de volumes, les systèmes AOP de l'Est seraient parvenus à contenir les baisses de revenus (-500 €/UMOex) grâce à un prix du lait en forte hausse (+20 €/1 000 l).

Écarts croissants entre exploitations

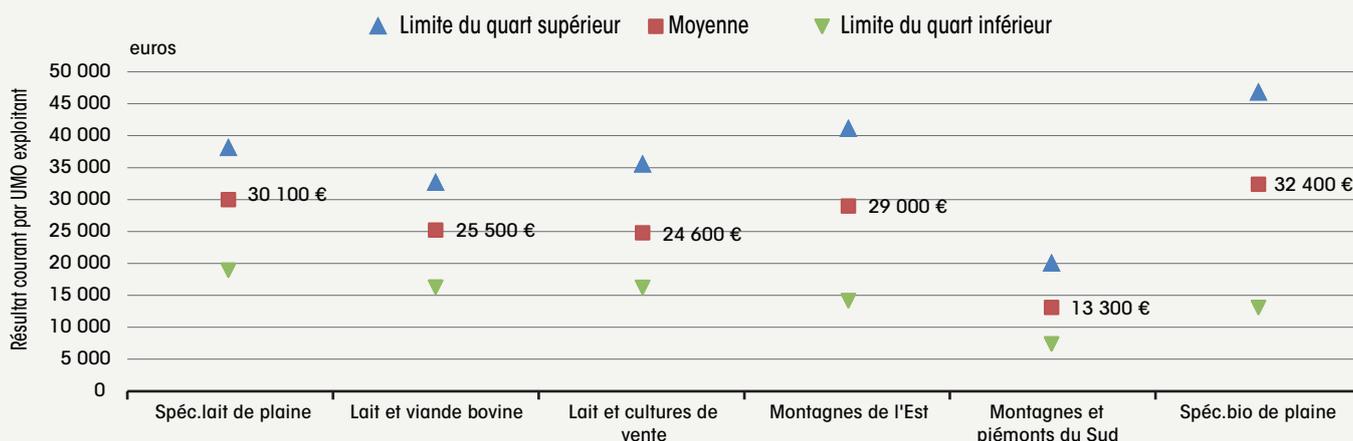
Les écarts de résultats entre le quart inférieur et le quart supérieur ne cessent de s'accroître pour la quasi-totalité des systèmes suivis. La maîtrise technique reste un facteur explicatif, mais les enjeux concernent de plus en plus l'efficacité des investissements, l'exposition aux aléas climatiques et les écarts de prix du lait entre collecteurs (à gamme de produit équivalente).

Des exploitations plus grandes et plus spécialisées

La croissance des troupeaux et des livraisons restait d'actualité l'an passé, souvent à surface égale conduisant à une intensification des systèmes fourragers. La surface en maïs ensilage s'est accrue au détriment des surfaces en herbe, parfois même de la sole en cultures de vente. La dépendance au marché des correcteurs protéiques s'est à nouveau accrue et la part de revenu tiré de l'atelier grandes cultures s'est réduite. En plaine, la spécialisation des cheptels est également fréquente pour les systèmes mixtes : fort recul des ateliers de taurillons, de bœufs ou de vaches allaitantes pour privilégier l'alimentation du troupeau laitier.

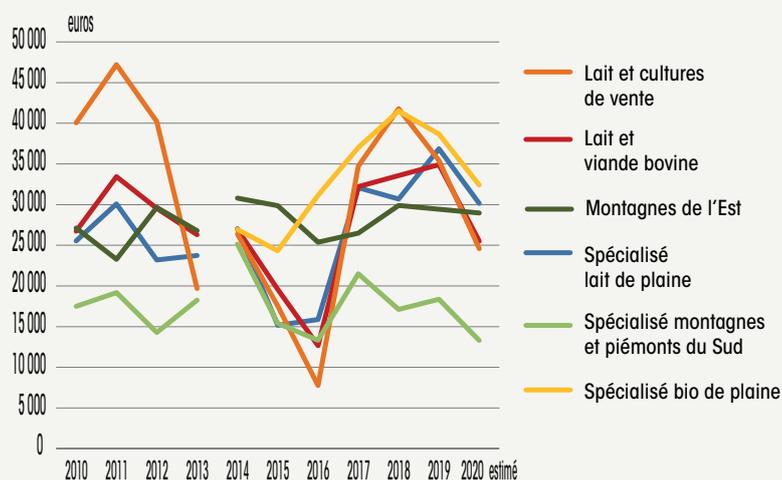
ESTIMATIONS DES RÉSULTATS COURANTS 2020

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage bovins laitiers et variabilité intra système en 2020.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

2019 était une année aux trajectoires diverses pour les revenus des producteurs laitiers. Ils étaient en hausse pour les éleveurs spécialisés de plaine (conventionnels), ceux des montagnes de l'Est et du Sud de la France et les systèmes mixtes lait et viande bovine. Les polyculteurs éleveurs laitiers de plaine et les éleveurs bio subissaient déjà une baisse de leurs revenus. En 2020, celle-ci est générale. Les résultats demeurent toutefois de niveau correct pour la plupart des systèmes, entre 24 500 €/UMOex et 32 500 €/UMOex, soit respectivement entre 1,7 et 2,2 SMIC/UMOex. Si la baisse de revenu n'est pas la plus aiguë pour les élevages du Massif central, elle les conduit une nouvelle fois à un niveau très bas (13 300 €/UMOex). Ce graphique montre aussi l'extrême volatilité des revenus des éleveurs laitiers sur la période étudiée, exception faite toutefois des systèmes AOP de l'Est.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2020 ET MÉTHODOLOGIE

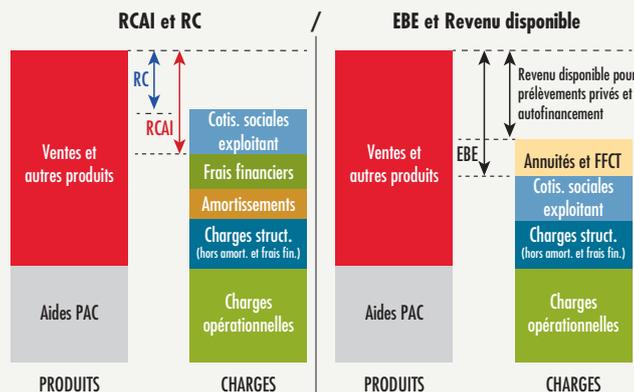
Les estimations des revenus 2020 ont été réalisées à partir des données de 279 exploitations issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait dont 32 élevages bio et 247 exploitations en production conventionnelle. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2019 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2020. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses: IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), GEB (prix du lait et de la viande bovine), INOSYS Réseaux d'élevage (données régionales)...

Les estimations, qui portent sur le résultat courant, prennent en compte les amortissements et les frais financiers mais également une estimation des cotisations sociales calculées sur la moyenne triennale.

Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-lait.html> -> onglet Réseaux d'élevage



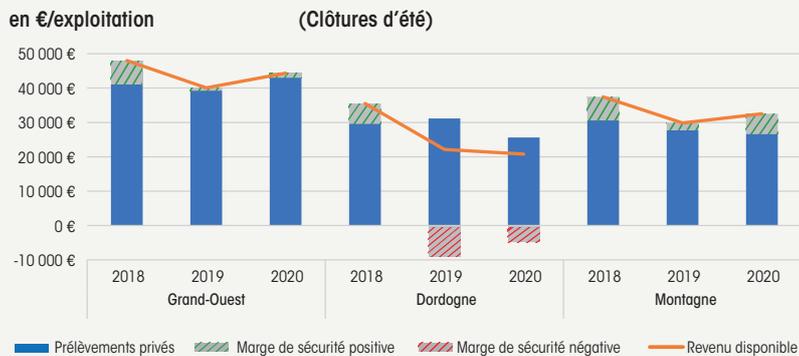
INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

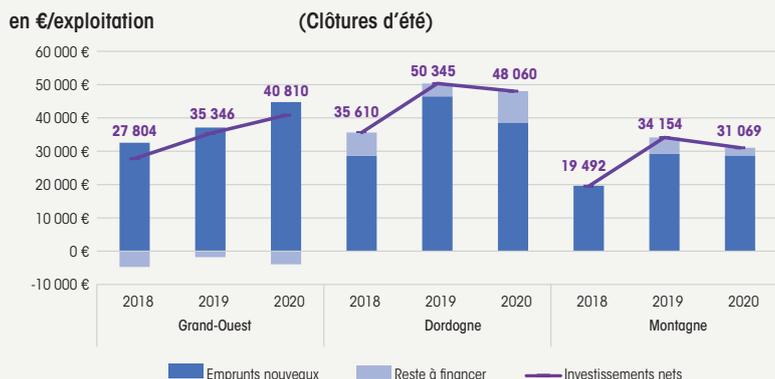
ÉTÉ 2020 : SITUATION FINANCIÈRE STABLE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ



Source : Étude pour la CNE «été 18-20», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT



Source : Étude pour la CNE «été 18-20», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

L'Observatoire de la situation financière des exploitations bovines a mis en évidence, dans un contexte d'amélioration du prix du lait en 2019, une hausse de l'EBE des exploitations laitières composant l'échantillon suivi (résultats de 440 exploitations laitières du Grand-Ouest, du Cantal et de la Dordogne, clôtures comptables en avril-juin 2020). Ainsi, avec des annuités globalement stables, le revenu disponible était également en hausse dans le Grand-Ouest et le Cantal, mais constaté en baisse en Dordogne, où les annuités ont augmenté. En conséquence, le revenu disponible s'établit en moyenne à 24 000 € par unité de travail non salariée (UTANS), ce qui ne permet pas de dégager une marge de sécurité suffisante, quelle que soit la zone. Dans ce contexte, les prélèvements privés se maintiennent à environ 23 000 € par UTANS.

L'évolution des investissements est aussi contrastée. Ils poursuivent leur hausse dans le Grand-Ouest, entièrement financés par les emprunts de long et moyen terme ; dans les deux autres zones, ils s'érodent et sont financés avec une part d'autofinancement (de 10% à 20%).

De plus, les dettes court-terme des élevages restent élevées et un tiers des exploitations de l'échantillon est endetté à long terme et avec une trésorerie nette globale négative. Les trésoreries des élevages restaient donc une nouvelle fois très tendues mi 2020.

(*) Observatoire de la situation financière des exploitations bovines (lait et viande), 2020, étude Idele-CNE, échantillon « été 2018-2019-2020 », d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

AVEC LE PRIX DE L'ALIMENT, L'IPAMPA LAIT DE VACHE S'ORIENTE À LA HAUSSE FIN 2020

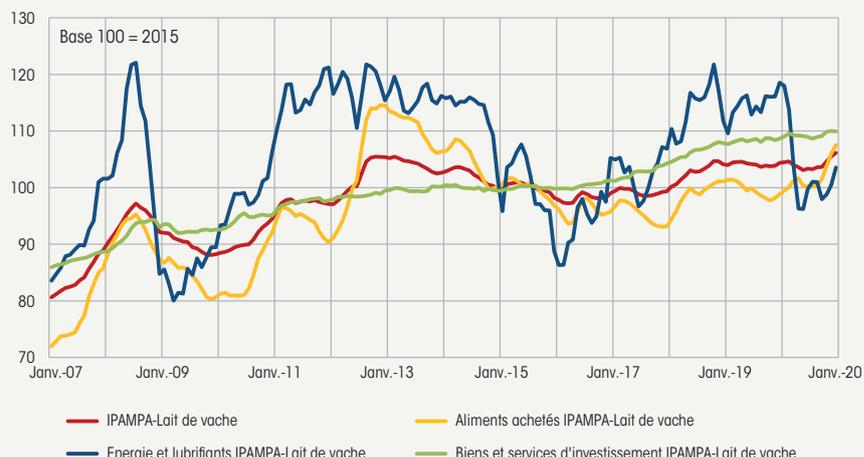
L'IPAMPA lait de vache (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution du prix d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières : il ne prend, par exemple, pas en compte la modulation des apports de concentrés ou des achats de fourrages selon les conditions climatiques et économiques.

Après avoir amorcé une légère décrue de mars à mai 2020, où il avait atteint un point bas à 103,1, l'Ipampa a continûment remonté depuis pour atteindre un plus haut historique à 106,2 en décembre. En moyenne annuelle, il s'établit à 104,2, légèrement au-dessus de ses hauts niveaux de 2019 et 2013 (104,1). La remontée du prix de l'aliment acheté (101,9) à des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis 2014 vient renforcer la hausse structurelle du poste investissements (matériels et bâtiments, à 109,3).

Depuis 2016, l'Institut de l'Élevage publie aussi un indicateur de **marge MILC** (Marge IPAMPA Lait sur Coût total indicé) qui mesure chaque mois la différence entre la valeur du panier de produits (hors aides) des ateliers lait et la valeur du panier de charges indicées dans l'IPAMPA. Fin 2020, cet indicateur, plus facilement interprété sur 12 mois glissants, **s'établissait à 98,5 € / 1 000 l (-5,4 € / 2019)**. Depuis un point haut à plus de 105 €/1 000 l en mars, il a ensuite amorcé une orientation baissière continue, repassant sous la barre des 100 € en novembre.

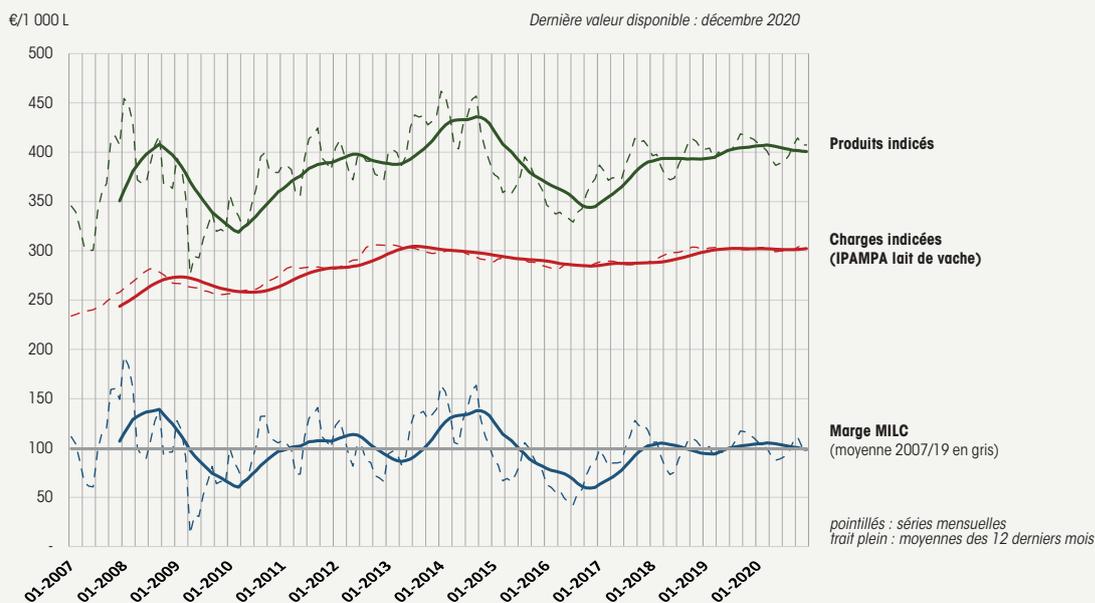
Le tassement du prix du lait (-4,7 €/1 000 l d'une année sur l'autre) explique quasiment à lui seul la dégradation de la MILC sur l'exercice 2020. Les produits liés à la vente d'animaux se sont eux aussi dégradés tandis que les charges sont demeurées stables. Bien que peu visible encore sur 12 mois glissants arrêtés fin 2020, la forte hausse du prix de l'aliment, qui a commencé à s'opérer sur les derniers mois de l'année, devrait peser plus fortement dans les mois à venir et conduire à une dégradation de la MILC sur 2021.

ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

PRODUITS INDICÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP

LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE – annuités LMT – prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels – dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40 %, dettes totales/actif < 40 %
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG négative

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

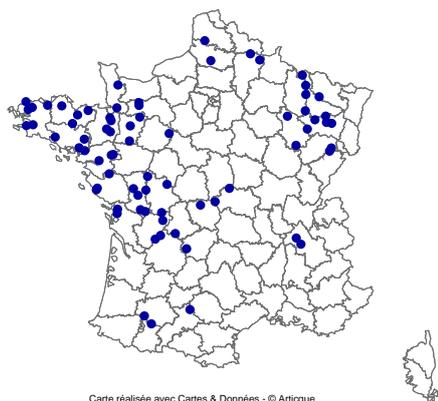
Après un pic en 2019, le résultat retrouverait son niveau de 2017-2018



DONNÉES REPÈRES

- 2,37 UMO totales dont 1,92 UMO exploitant
- 122 ha de SAU dont 94 ha de SFP
- 93 vaches laitières / 728 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 80 EXPLOITATIONS



L'amélioration du produit lait, due à la progression des livraisons, ne compense pas la forte baisse du produit cultures liée à la chute des rendements. La hausse des achats d'alimentation pénalise en outre le résultat courant.

Déficit fourrager dans le Nord-Est, récoltes de céréales en retrait dans l'Ouest

La pousse de l'herbe en 2020 a été très contrastée selon les régions. Les exploitations laitières du quart nord-est de la France ont fortement souffert d'un déficit fourrager, malgré des rendements en maïs plus stables. Les difficultés de semis à l'automne 2019, couplées au stress hydrique du printemps, ont largement réduit les récoltes de céréales de la Normandie à l'Aquitaine (-10 à -30%).

Hausse des livraisons de lait mais recul de l'efficacité économique

Les volumes livrés par exploitation ont augmenté (+2,7% /2019), améliorant le produit lait (+1,2%) malgré un prix érodé (-5 €/1 000 l). La hausse sensible du prix de vente des céréales ne compense pas la baisse des rendements se répercutant sur le produit cultures (-3 400 €/ UMOex). Souvent autonomes en litière, les systèmes spécialisés pâtissent des faibles rendements en paille dont une partie a dû être achetée en 2020 à des prix en hausse. Pour pallier le déficit fourrager ou soutenir l'augmentation des livraisons de lait, les éleveurs ont acheté davantage de concentrés contribuant ainsi à une hausse globale des charges opérationnelles. Celle-ci est en partie responsable d'une perte de 2 points d'efficacité économique (32% d'EBE/PB) et d'un affaiblissement du résultat courant (-6 700 €/UMOex).

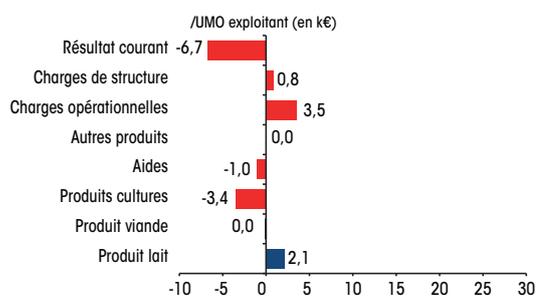
Plus de vaches, plus de lait et plus de fragilité ?

La croissance des troupeaux et de la production reste de mise, souvent sans surface supplémentaire, ce qui conduit donc à une intensification des systèmes fourragers. Pour maintenir l'autonomie des élevages, la surface en maïs ensilage est accrue au détriment d'une partie de la surface en herbe, ou parfois de la sole en cultures de vente. Outre une dépendance accrue au marché des correcteurs protéiques, cette stratégie réduit petit à petit la part de revenu tirée des grandes cultures. L'augmentation du lait par vache semble à nouveau recherchée. Cette option se justifie surtout dans le cas de bâtiments ou d'équipements saturés.

Être attractif pour transmettre

Plus que jamais la pyramide des âges interroge sur l'avenir de nombreux élevages. Proposer des systèmes attractifs : mode de production, management, rémunération, charge de travail est un immense défi pour attirer de futurs associés ou salariés. Les nouvelles technologies peuvent y contribuer, mais leurs coûts sont élevés et la souplesse pas toujours au rendez-vous quand la résilience devient le maître mot.

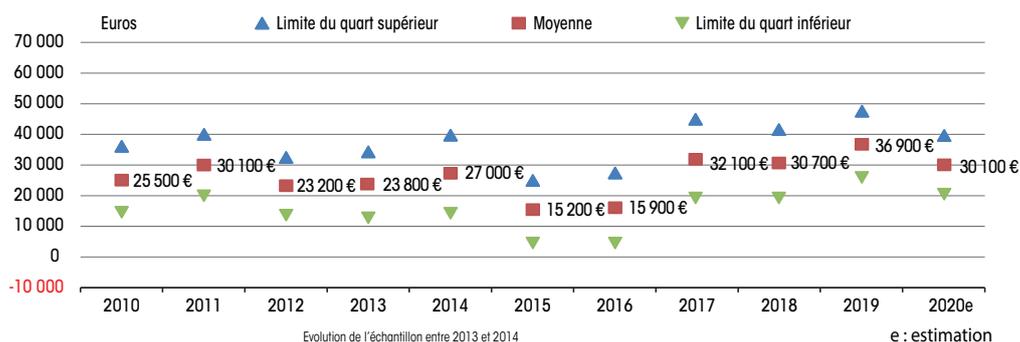
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINES

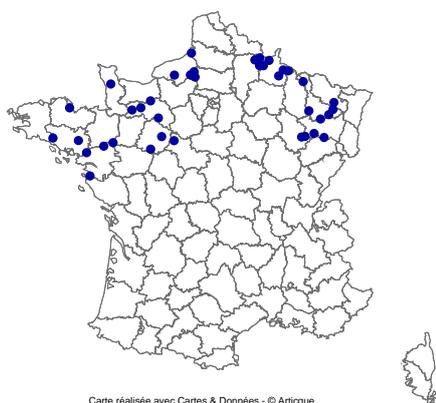
Hausse des charges et baisse des produits



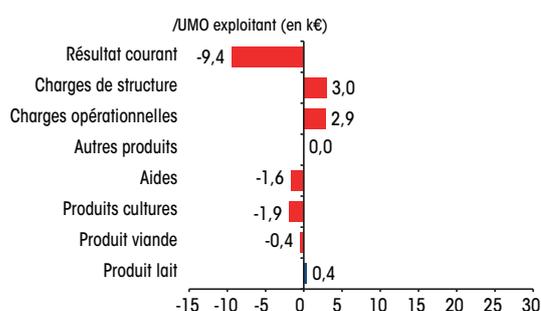
DONNÉES REPÈRES

- 2,64 UMO totales dont 1,87 UMO exploitant
- 172 ha de SAU dont 137 ha de SFP
- 97 vaches laitières / 708 000 litres de lait vendus
- 62 UGB viande

LOCALISATION DES 41 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La sécheresse printanière et surtout estivale a continué de creuser le déficit fourrager des deux années précédentes et a fortement pénalisé les rendements des cultures de vente. Les conséquences se font directement ressentir sur le résultat courant qui diminue de 9 400 €/UMOex.

Un produit brut impacté par le produit cultures

La sécheresse printanière, couplée aux difficultés d'implantation à l'automne 2019 du colza et des céréales d'hiver, a fortement pénalisé les rendements des cultures. Malgré des prix de vente plus élevés, le produit cultures est en baisse (-1 900 €/UMOex). L'atelier viande a souffert de la mauvaise conjoncture sur les marchés des brouillards et des jeunes bovins, avec une baisse de produit de -1,6% /2019.

L'absence d'aide conjoncturelle 2020 au titre des calamités entraînerait, avec une érosion des aides PAC, une diminution marquée des aides perçues (-1 600 €/UMOex).

L'atelier lait affecté par le prix du lait et la sécheresse

La hausse des prix du lait en 2018 et 2019 en matière de prix du lait a été interrompue en 2020, avec une baisse de -5 €/1 000 l en moyenne. La production laitière est restée à un niveau élevé toute l'année (+1,6% /2019) malgré la sécheresse estivale qui a stoppé la pousse de l'herbe et pénalisé les rendements et la qualité du maïs ensilage. Les charges opérationnelles ont fortement augmenté car les éleveurs ont eu à nouveau recours à des achats de fourrages (+15%) et ont acheté davantage de concentrés (+1,9%) pour compenser la faible valeur des maïs ou bien pour soutenir la production laitière.

Une baisse de l'efficacité économique

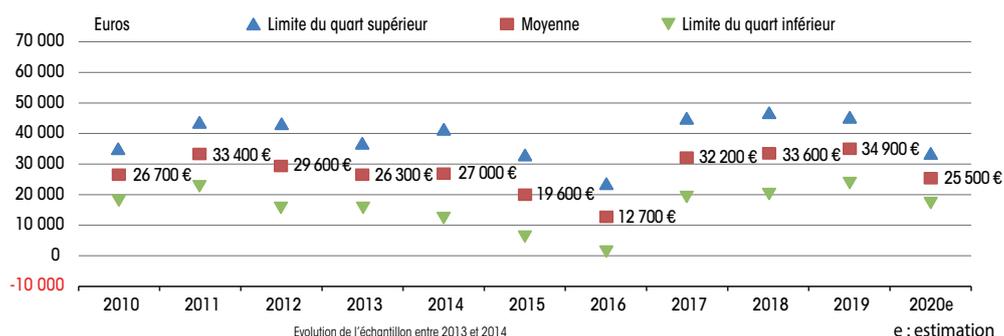
La baisse du produit brut et l'augmentation des charges opérationnelles et de structure entraîneraient un affaiblissement de l'excédent brut d'exploitation de -11% /2019 soit une perte d'efficacité économique de 3 points. Le résultat courant (25 500 €/UMO exploitant) passerait en dessous de la moyenne des dix dernières années après le plus haut de 2019.

Une tendance à la diminution de l'atelier viande

Ces systèmes avaient historiquement développé un atelier viande pour valoriser des surfaces en herbe ou compenser leur faible référence laitière. Depuis la suppression des quotas et la multiplication des sécheresses estivales, les éleveurs reviennent à la combinaison de leurs ateliers herbivores. Ils réduisent progressivement voire arrêtent l'engraissement de mâles laitiers pour accroître leur troupeau de vaches laitières ou simplement pour gagner en souplesse fourragère. La forte charge de travail contraint les éleveurs à s'orienter vers une réduction des effectifs viande. Seules des exploitations avec une part importante d'herbe maintiennent leur troupeau de vaches allaitantes ou de bœufs pour des raisons structurelles.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

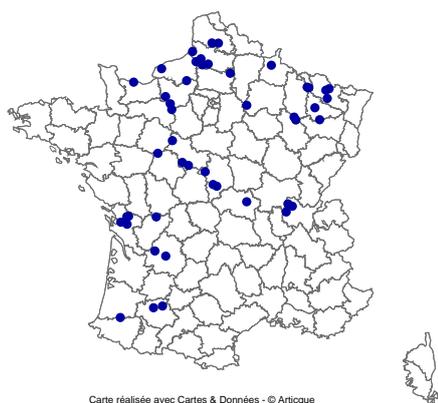
Une mauvaise année pour les cultures mais c'est l'élevage qui est en balance



DONNÉES REPÈRES

- 2,66 UMO totales dont 1,96 UMO exploitant
- 214 ha de SAU dont 123 de cultures de vente
- 91 vaches laitières / 771 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



Si ces systèmes présents dans les principales zones de polycultures françaises avaient globalement été épargnés par la sécheresse en 2019, il en a été tout autrement en 2020. Les écarts ont été marqués entre les régions, avec l'Ouest particulièrement touché.

Des rendements cultures en forte baisse mais la qualité préservée

Sur la campagne 2019/20, les semis avaient été très perturbés dans de nombreuses régions, du fait de précipitations automnales trop abondantes. Les sécheresses printanière puis estivale ont accentué les difficultés. 2020 restera, avec 2003 et 2016, l'une des plus mauvaises années de ces deux dernières décennies pour les cultures, en particulier les céréales. En revanche, la qualité a été jugée correcte, et les prix ont progressé surtout pour les mises en marché de l'automne. Tout ceci explique la baisse du produit culture pour l'ensemble du groupe, estimée à -3 000 €/UMOex.

Un prix du lait qui s'érode mais des volumes qui progressent

Le prix du lait a perdu -4 €/1 000 l par rapport à l'année précédente pour atteindre 361 €/1 000 l (prix moyen vendu laiterie). Le volume de lait livré aurait augmenté sensiblement (+14 000 l soit +1,9%). Cela entraînerait une évolution du produit lait de +900 €/UMOex.

La sécheresse a accru les charges opérationnelles

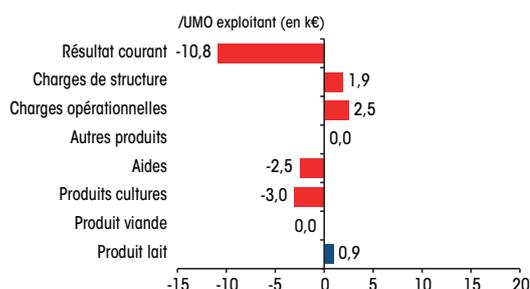
Les charges opérationnelles et de structure seraient en hausse (respectivement +2 500 € et +1 900 €/UMOex). Pour les charges opérationnelles, les achats supplémentaires de fourrages, de concentrés, et de paille pour la litière expliquent en grande partie cette hausse. Ces trois postes représentent à eux seuls 93% de l'évolution. Sur les charges de structures, la baisse significative sur le poste carburant (-10%) ne compenserait pas la progression de l'ensemble des autres postes.

Vers une spécialisation grandes cultures ?

La betterave sucrière, très présente dans les systèmes de polyculture-élevage du nord de la France est sûrement la culture dont la place est la plus questionnée en ce moment. Entre la baisse de la sole nationale et des rendements en berne, sa place dans les systèmes est parfois remise en cause, d'autant que 2 sucreries ont dû stopper leur activité (dans le Calvados et le Puy de Dôme). La jaunisse qui a sévi en 2020, et le débat sur les néonicotinoïdes, n'ont rien arrangé. Certains éleveurs betteraviers remettent des betteraves fourragères dans les rations des vaches à la place des pulpes.

Dans ces zones de polyculture, la place de l'élevage est de plus en plus mise en question. Et cette tendance aurait tendance à s'accélérer : dans le département de la Somme par exemple, le nombre d'éleveurs livreurs a chuté d'un quart en 5 ans. Si aucune inflexion majeure ne vient inverser cette évolution, certains départements français pourraient voir leur élevage disparaître dans les prochaines années.

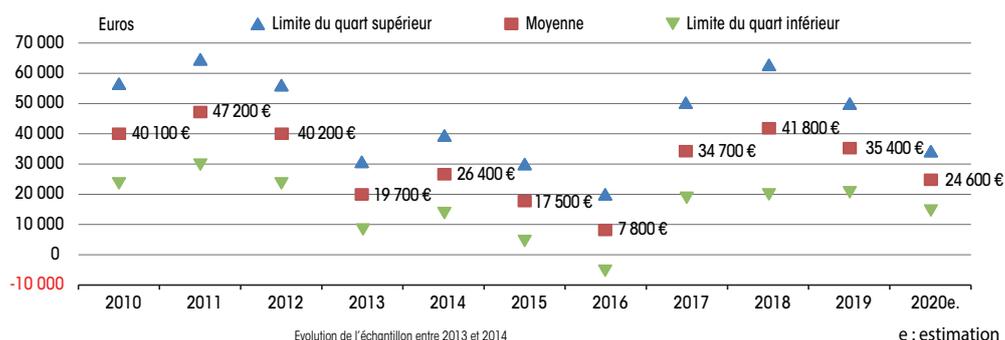
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

Un résultat stable malgré les crises



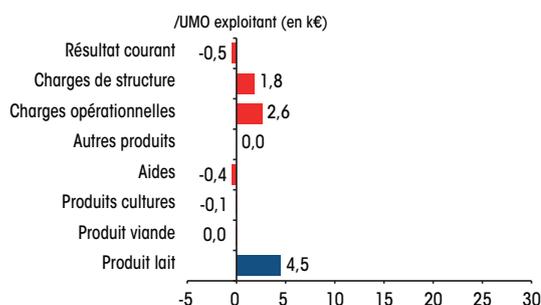
DONNÉES REPÈRES

- 2,34 UMO totales dont 2,1 UMO exploitant
- 104 ha de SAU dont 101 ha de SFP
- 66 vaches laitières / 403 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



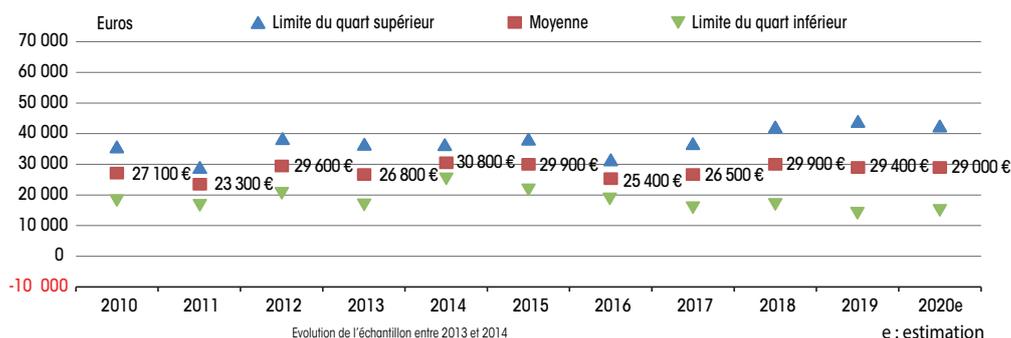
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2020, les revenus sont quasiment stables et résistent aux aléas climatiques et sanitaires.

Une sécheresse d'été très pénalisante

La canicule et la sécheresse, apparues dès la fin juin, ont stoppé précocement la pousse de l'herbe et anéanti les espoirs d'une année fourragère exceptionnelle après un printemps très favorable (mise à l'herbe précoce et pousse de l'herbe optimale). L'été et le début d'automne, secs et chauds, ont conduit à l'affouragement des troupeaux et creusé les déficits fourragers parfois comblés par des achats d'aliments et de fourrages. En Savoie, la montée en alpage a été tardive sur le démarrage de la végétation. La saison de pâturage a débuté à des stades d'herbe trop avancés. Elle s'est poursuivie avec la sécheresse estivale et s'est terminée très tôt à cause d'épisodes neigeux précoces qui ont conduit à anticiper la descente. Heureusement, les récoltes précoces de foins et de regains ont été abondantes et d'excellente qualité.

La Covid-19 rend chaotique la stratégie de production

Les fromages AOP ont été fortement impactés par le premier confinement. Les organismes de gestion des AOP ont donné des consignes de réduction des volumes mis en marché. Ceci a obligé les éleveurs à prendre des mesures fortes afin de baisser leurs livraisons de lait en plein pic de production quand le coût de production est au plus bas. Mais, passée la panique du début de crise, la consommation de fromages AOP est finalement restée soutenue confortant même les prix de vente. Les consignes de production ont été revues en recherchant, cette fois, plus une stabilité qu'une baisse des volumes par rapport à 2019.

Tassement des revenus

Le revenu moyen des exploitants serait en très légère baisse. La hausse du prix du lait n'aurait pas suffi à compenser l'augmentation des charges, qu'il s'agisse des achats d'alimentation liés aux conditions climatiques ou des charges de structure également en hausse.

La nécessaire adaptation des systèmes aux aléas climatiques

La taille des troupeaux a augmenté régulièrement depuis une dizaine d'années. Les évolutions favorables des prix du lait et des débouchés ont encouragé les éleveurs à accroître leur production laitière. Cependant, l'intensification des surfaces fourragères, en UGB et en lait produit par hectare de SFP, augmente les risques face aux effets du changement climatique. Basés sur des critères d'autonomie fourragère, sur la pâture et sur une ressource naturelle unique, l'herbe, de nombreux cahiers des charges AOP ou IGP sont régulièrement mis en tension. L'adaptation au changement climatique est un enjeu majeur pour maintenir la valorisation du lait et le revenu des éleveurs des montagnes de l'Est.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONT S DU SUD

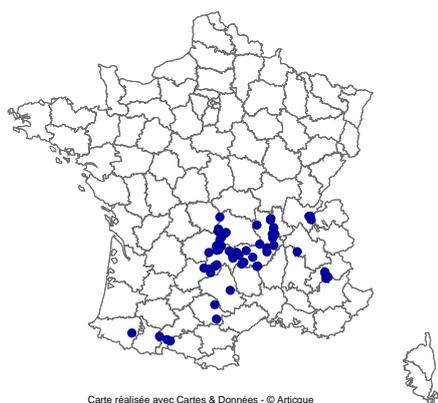
L'impact des sécheresses à répétition pèse lourd sur les revenus



DONNÉES REPERÈRES

- 1,93 UMO totales dont 1,78 UMO exploitant
- 92 ha de SAU dont 83 ha de SFP
- 64 vaches laitières / 459 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 56 EXPLOITATIONS



Baisse des prix généralisée et nouvelle sécheresse estivale

Après deux années de progression, le prix du lait s'est rétracté (-4 €/1 000 l) pour revenir en moyenne à 373 €/1 000 l en 2020 pour cet échantillon comprenant quelques exploitations en filières AOP. Néanmoins cela semble un prix suffisamment attractif pour maintenir une légère progression des volumes livrés (+0,9%), en dépit de conditions de production encore difficiles sur une partie du territoire. En effet à la période de mise à l'herbe très favorable, a succédé une nouvelle sécheresse contraignant à des achats supplémentaires de fourrages et de concentrés. Les charges opérationnelles ont ainsi augmenté de +4% par rapport à 2019, année où elles étaient déjà en forte hausse, pour des raisons similaires. Les charges de structure sont globalement stables, la baisse des prix des carburants compensant la hausse des autres postes. En 2020, il faut aussi noter l'érosion du coproduit viande (-3 €/1 000 l), engendrée par la baisse des prix des veaux nourrissons et des vaches de réforme. Quelques aides PAC (ABL, DPB), font l'objet d'une ponction liée à la discipline financière, mais l'essentiel de la baisse des aides globales serait lié à la disparition des soutiens pour calamités versés en 2019 (sécheresse 2019). Concernant la sécheresse 2020, aucune décision pour une éventuelle compensation financière n'avait encore été actée mi-février 2021 au moment de la rédaction.

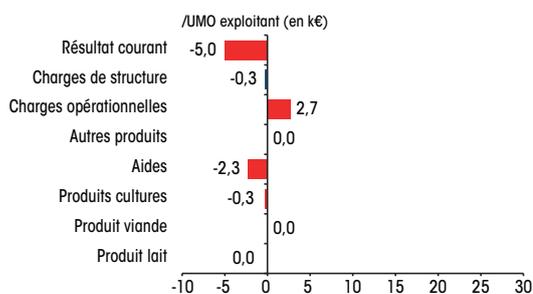
Des revenus très bas

La hausse des charges opérationnelles et la baisse du produit conduiraient à une perte moyenne de 25% de revenu. Le résultat courant par UMOex, qui chuterait de 5 000 € d'une année sur l'autre, passerait sous la barre des 15 000 €/UMOex en 2020, l'un des plus bas niveaux depuis 10 ans.

2020-2030 le défi environnemental

Jusqu'en 2018, les opérateurs du contrôle laitier avaient tant bien que mal maintenu les effectifs de vaches en contrôle malgré la baisse du nombre d'élevages adhérents. Désormais la baisse est continue : les effectifs de vaches laitières se sont réduits de -9% entre 2017 et 2020 dans les montagnes du Massif Central. Pourtant l'élevage allaitant, en pleine crise économique est moins attractif, à tel point qu'on note même quelques réouvertures de salles de traite. La stratégie du collecteur en matière de prix du lait, AOP ou standard, semble désormais déterminante pour le maintien du lait dans les exploitations. La décennie écoulée a été marquée par une forte restructuration des élevages, avec des volumes et une productivité en hausse à grand renfort d'investissements. Ceux-ci semblent aujourd'hui marquer le pas, témoignant sans doute d'une fragilité économique toujours présente et à laquelle les aléas climatiques ne sont pas étrangers. Les approches agro écologiques (bilans carbone) et les leviers d'amélioration, lait/VL, âge au vêlage, qualité des fourrages, place de l'herbe et du pâturage, semblent à nouveau faire écho auprès des éleveurs mais sous l'angle environnemental cette fois.

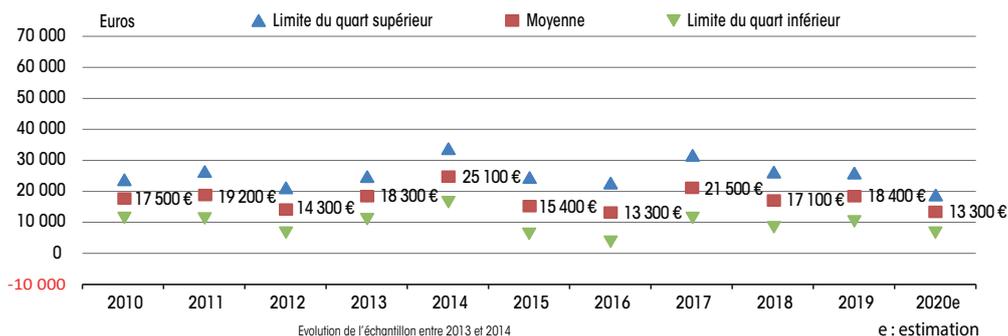
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE

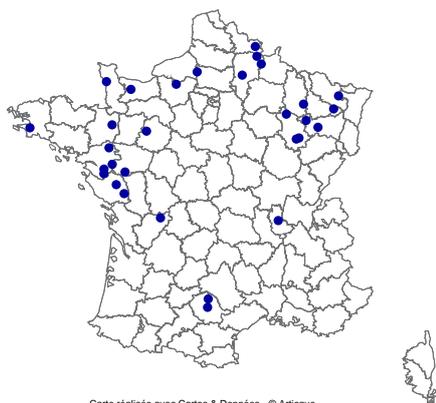
Plus de charges et moins d'aides



DONNÉES REPÈRES

- 2,58 UMO totales dont 1,91 UMO exploitant
- 135 ha de SAU dont 115 ha de SFP
- 91 vaches laitières / 466 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



La hausse des charges, conséquence notamment de la sécheresse, et la baisse globale des aides entraînerait une chute des revenus en 2020.

L'échantillon a fortement évolué pour ce groupe d'exploitations depuis 2018 (en moyenne +0,7 UMO et + 4 vaches laitières). Les volumes de lait livrés restent en revanche quasiment équivalents.

Avec un cheptel de 91 vaches laitières et une surface de 135 ha, les dimensions des exploitations bio de plaine sont comparables au groupe des exploitations spécialisées conventionnelles. Cette moyenne masque toutefois des fonctionnements très contrastés. Dans un quart des exploitations, la production laitière est inférieure à 4 000 litres de lait par vache/an. Pour un autre quart, elle est supérieure 6 700 litres. Ceci illustre la diversité des modes de conduite des surfaces, des races et des systèmes alimentaires.

2020, un tournant ?

L'année 2020 se solde par des livraisons et un prix du lait stables (478 €/1 000 l). Il ne s'agit, là aussi que de moyennes, en témoignent la baisse marquée du prix à la collecte et les recommandations de limitation des volumes pratiquées par un opérateur majeur du lait bio...

La sécheresse, qui a touché en 2020 plusieurs bassins de production, a été encore problématique. Car les exploitations bio sont très climato-sensibles et la baisse de production fourragère est très coûteuse (achats de fourrages, baisse des livraisons...). La répétition de ces aléas va sans doute pousser les éleveurs à reconfigurer leur système fourrager.

En 2020, nous constatons aussi la fin du dispositif régionalisé d'aide au maintien comme dans les Pays de la Loire. Ces aides représentaient parfois plus de 4 000 €/UMO.

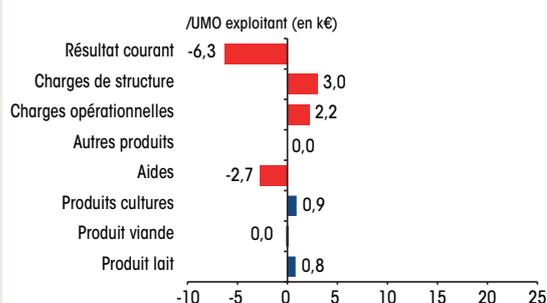
Prix et volumes amplifient les écarts de revenu

Nous constatons un écart de 68 000 € de résultat courant/UMO entre la moyenne du quart inférieur et du quart supérieur des exploitations. Ces différences sont expliquées par des écarts de productivité de la main-d'œuvre (78 000 l/UMO), de prix du lait (50 €/1 000 l), d'achats alimentaires (52 €/1 000 l) et surtout de charges de mécanisation (95 €/1 000 l). Comme pour d'autres systèmes d'élevage, la situation ne paraît pas durable pour certaines exploitations à revenus négatifs plusieurs années de suite. Toutefois, comparativement aux exploitations conventionnelles, les exploitations bio obtiennent, en moyenne et depuis plusieurs années, de meilleurs revenus.

Des questions majeures pour demain

L'évolution du marché du lait bio et les négociations contractuelles engagées avec les groupes laitiers (alimentation française, lait équitable, saisonnalité...) questionnent les éleveurs sur leur mode de production. Ces évolutions impulsées par l'aval s'ajoutent aux changements liés à la structuration et au fonctionnement des exploitations (travail, renouvellement des compétences, conduites des animaux...) et incitent à revoir la cohérence globale du système.

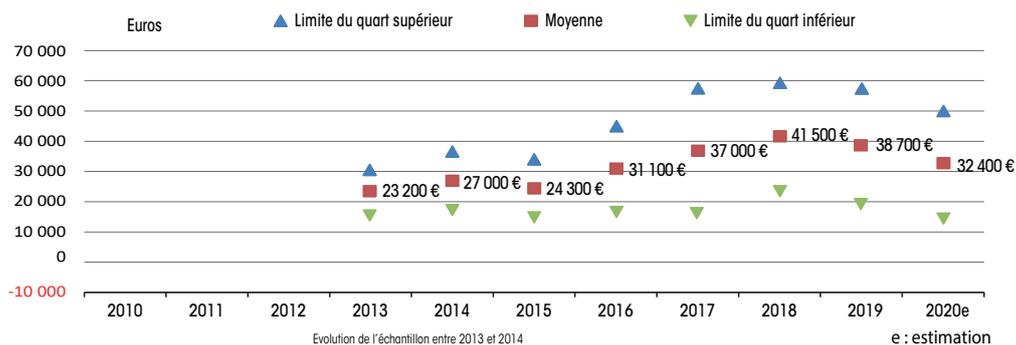
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

4

PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Hausse de la collecte et bonne résistance des marchés

Malgré les perturbations liées aux mesures sanitaires prises en Europe et dans le monde, la collecte laitière de l'UE-27 a connu en 2020 sa plus forte croissance depuis 2015. Les évolutions sont cependant demeurées contrastées entre les pays. La France et l'Allemagne ont peu pris part à la hausse qui a surtout été abondée par l'Italie, l'Irlande et la Pologne. Les conséquences de la pandémie se sont néanmoins répercutées sur le prix du lait qui s'est érodé de -2% en moyenne dans l'UE.

Les volumes de lait supplémentaires ont surtout trouvé preneur sur le marché européen et secondairement à l'exportation. La consommation intérieure a bien résisté aux mesures de restriction de la restauration hors-domicile et l'excédent commercial de l'UE-27 s'est légèrement accru grâce à une hausse des exportations en volume. Grâce à la résilience de la demande internationale, les marchés des produits laitiers se sont en effet relativement bien tenus 2020, après un trou d'air de quelques semaines au 2^{ème} semestre.

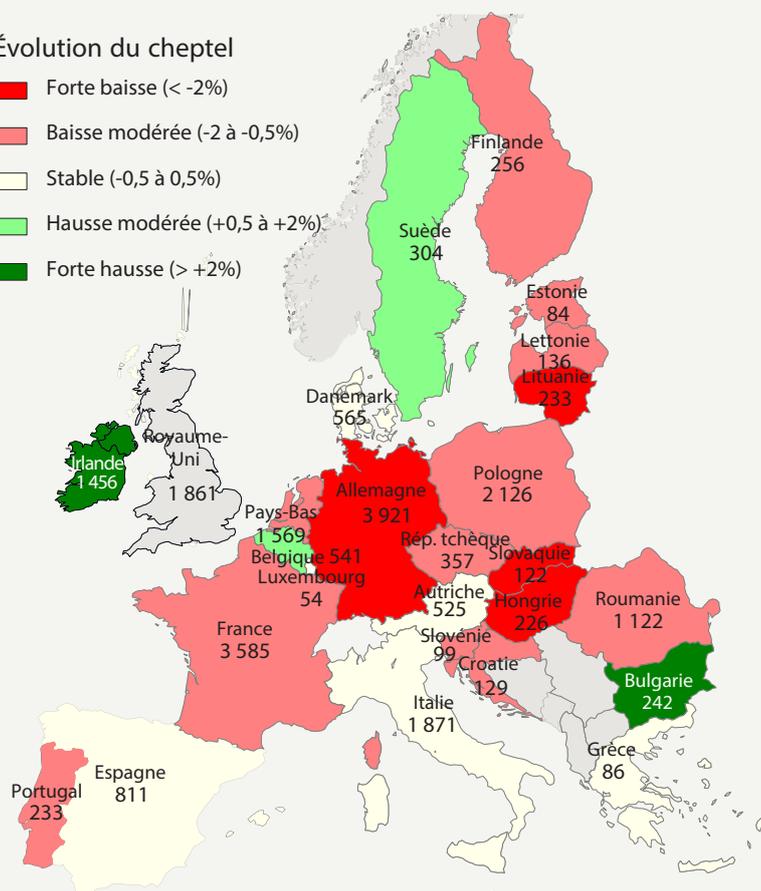


CHEPTEL EUROPÉEN 2020

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2020 (1000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2019 (%)

Évolution du cheptel

- Forte baisse (< -2%)
- Baisse modérée (-2 à -0,5%)
- Stable (-0,5 à 0,5%)
- Hausse modérée (+0,5 à +2%)
- Forte hausse (> +2%)

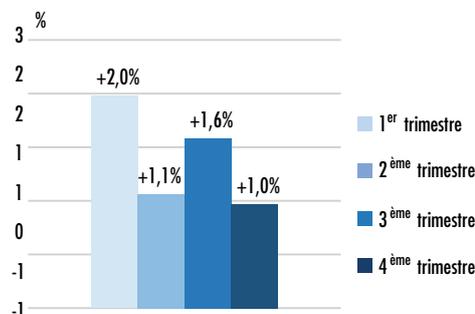


4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



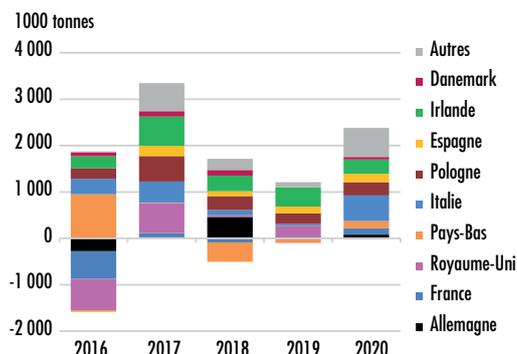
COLLECTE 2020

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2020 /2019



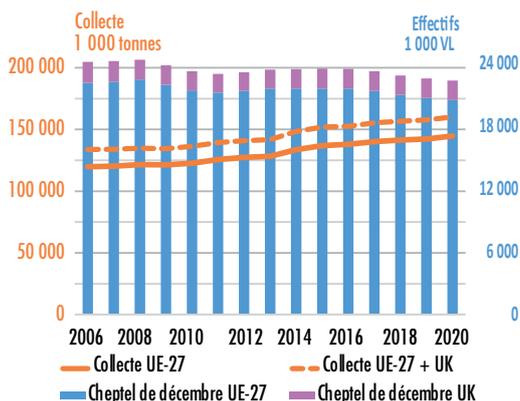
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTTEL DE L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Montée en régime tout au long d'une année 2019 qu'elle avait clôturée en timide croissance (+0,6% /2018), la collecte laitière de l'UE-27 avait débuté l'année 2020 en fanfare, avec des indicateurs de marché au vert. Bousculés par l'arrivée de la pandémie, les marchés ont fait preuve d'une certaine résilience et permis d'absorber une collecte demeurée très dynamique, sans effondrement majeur des prix malgré les craintes initiales.

Collecte en nette hausse qui atteint un nouveau record

À 144,7 millions de tonnes, la collecte de l'UE-27 a progressé de près de 2,4 millions de tonnes d'une année sur l'autre (+1,7%), soit sa plus forte progression en volume depuis 2015. En ajoutant la collecte britannique (en très léger repli d'une année sur l'autre) qui était comptabilisée les années précédentes, avant que ne soit finalisé le *Brexit*, la collecte de l'UE-28 a passé le seuil des 160 millions de tonnes.

La collecte européenne avait démarré l'année en fanfare avec une croissance de +2% d'une année sur l'autre au 1^{er} trimestre. La dynamique s'est enrayée au printemps (+1% au 2^{ème} trimestre) avant de rebondir à l'été (+1,6% /2019). Puis, la croissance s'est tassée en fin d'année (+1% au 4^{ème} trimestre).

Si aucun pays de l'UE-27 n'a réellement vu sa collecte annuelle baisser, l'**Allemagne** et la **France** n'ont que peu pris part à la hausse de collecte constatée au sein de l'espace européen avec de légères croissances en volume plus liées à l'effet bissextile. Les principaux contributeurs à cette croissance ont été l'**Italie** (+553 000 t, soit +4,3% /2019), l'**Irlande** (+311 000 t soit +3,5%) et la **Pologne** (+282 000 t, soit +2%). Ils devancent l'**Espagne** (+162 000 t soit +2%) et les **Pays-Bas** (+158 000 t, +1,1%).

Un prix à la production en baisse... avec quelques disparités

Le prix du lait payé aux producteurs européens s'est replié en 2020, conséquence des nombreuses incertitudes liées à l'arrivée de la pandémie de Covid-19. Selon les données de la Commission européenne¹, il s'est élevé à 341 €/t (moyenne annuelle) dans l'UE-27, en baisse de -7 €/t d'une année sur l'autre (-2%). Il est ainsi retombé à son plus bas niveau des 4 dernières années, tout en demeurant bien supérieur aux bas prix de 2016 (286 €/t).

Le pire avait pourtant été craint au printemps, lorsque les cours des ingrédients avaient plongé plusieurs semaines de suite. En **Irlande**, le prix du lait payé aux éleveurs s'est ainsi enchéri de +2,5 €, à 322 €/t, alors qu'il était tombé à son plus bas niveau depuis 2016 au printemps (inférieur à 300 €/t sur avril). Il a aussi gagné plus de 3 € en **Espagne**, à 322 €/t. En **Allemagne**, il a cédé 6 €, à 337 €/t, moitié moins qu'aux **Pays-Bas** (-13 € à 343 €/t) tandis qu'en **Italie**, il s'est nettement dégradé, perdant 35 € à 358 €/t. La **France** a connu un prix en léger repli qui lui permet de repasser devant l'Italie et d'occuper le 1^{er} rang parmi les principaux pays producteurs de l'UE-27, à 362 €/t toutes catégories et compositions (-3 € soit à peine -1% /2019).

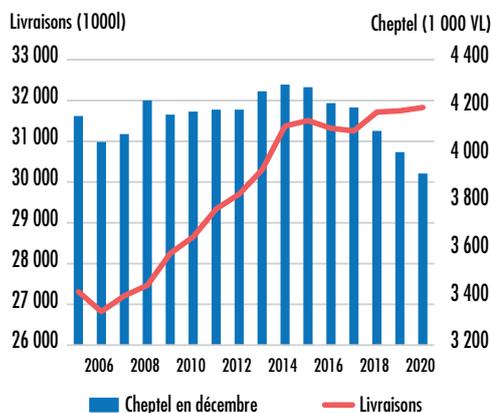
¹ Milk Market Observatory



4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

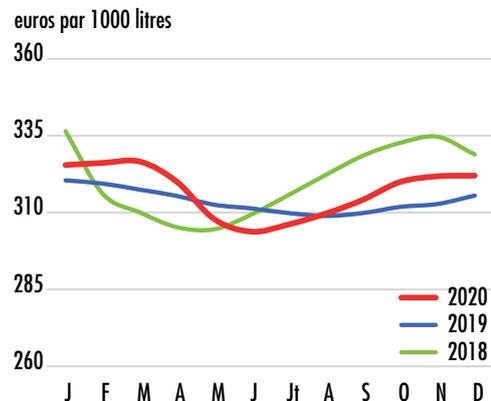


ÉVOLUTION DES LIVRAISONS ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



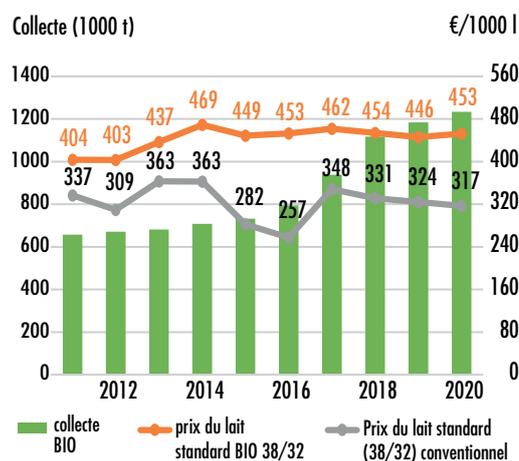
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BLE

Impactée par la Covid-19 et un nouveau recul du cheptel laitier, la collecte allemande est demeurée stable en 2020 pour la 2^{ème} année consécutive.

Stabilité de la production nationale

En **Allemagne**, après avoir progressé de +1% au 1^{er} semestre, les livraisons nationales ont reflué à partir d'août jusqu'en décembre, avec une baisse de 0,5% au 2nd semestre. Sur l'année, elle a été stable (effet année bissextile neutralisé) à 31,8 millions de tonnes. Depuis 2018, la production allemande demeure à un niveau historiquement élevé, mais la hausse ne dépasse pas +1% depuis 2014.

Nouveau repli du cheptel

Cette stabilité des livraisons s'est effectuée avec un nombre d'exploitations et de vaches en repli marqué. En novembre 2020, le nombre d'exploitations laitières était passé sous le seuil des 58 000, soit une perte de 2 600 élevages en un an (-4,3%/2019). Une grande partie des cessations d'activité a lieu en Bavière et concerne des exploitations de relative petite taille pour le pays. Du coup, le recul du cheptel de vaches laitières a été moindre (-2,2%/2019 soit - 90 000 têtes). Celui-ci est passé, pour la première fois depuis la réunification, sous la barre des 4 millions de têtes, à 3,92 millions.

À 1,235 milliard de litres, la collecte allemande de lait biologique a progressé modérément en 2020 (+4% /2019), moins vite que durant les 5 années précédentes. Cette moindre croissance a stimulé le prix du lait (+7 € à 453 €/1 000 l au standard 38/32l) face à une demande ferme. Les fabrications de laits liquides conditionnés ont bondi de +14% /2019 à 449 000 t, celles de fromages de +15% à 64 700 t.

Un prix du lait en recul

En revanche, le prix du lait conventionnel a reculé pour la troisième année consécutive, la baisse étant accentuée au 2^{ème} trimestre sous l'effet des mesures sanitaires liées à la Covid-19. En moyenne annuelle, le prix standard du lait conventionnel (ramené à 32 g de MP et 38 g de MG) s'établit à 317 €/1 000 l (-2% /2019 et -4% /2018). Le prix moyen national payé aux livreurs a reculé d'autant à 337 €/1 000 l.

Plus de lait liquide et de beurre, moins de crème

Pour répondre à la demande des consommateurs confinés à la maison, les transformateurs ont adapté leur mix-produit. Les fabrications de laits liquides ont rompu avec leur baisse tendancielle pour afficher une hausse (+1% /2019) et celles de beurre ont progressé pour la 2^{ème} année consécutive (+1,5% /2019), sans pour autant satisfaire la forte demande nationale. Les fabrications de fromages sont restées dynamiques (+2,5%) et celles de poudre maigre ont rebondi (+6%). À l'inverse, la crème (-4%), les laits fermentés (-2%) et les poudres grasses (-2%) ont subi les arbitrages des industriels.

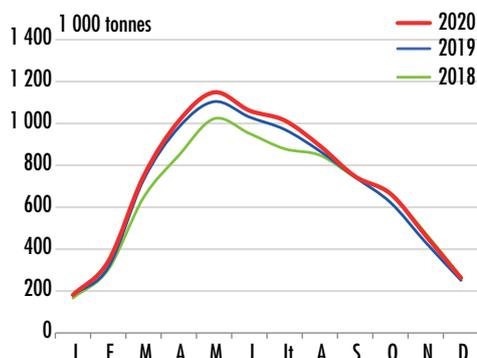
Recul du solde commercial

En 2020, l'excédent commercial allemand de produits laitiers s'est replié de -5% /2019 mais affiche cependant son 2^{ème} plus haut niveau de 2014, à +2,76 milliards d'euros. Si les exportations ont été quasi stables en valeur (-0,3% à 10,3 milliards d'euros destinés aux trois quarts aux partenaires européens) les importations ont progressé (+1,4% à 7,5 milliards). La poudre de lactosérum et les fromages ont dégagé un excédent commercial en hausse sans pouvoir compenser le recul des autres produits. Le lait liquide et le beurre, dont les importations ont fortement augmenté et les exportations reculé, sont les principaux responsables de la dégradation de l'excédent commercial allemand.

4 LA PRODUCTION IRLANDE & POLOGNE

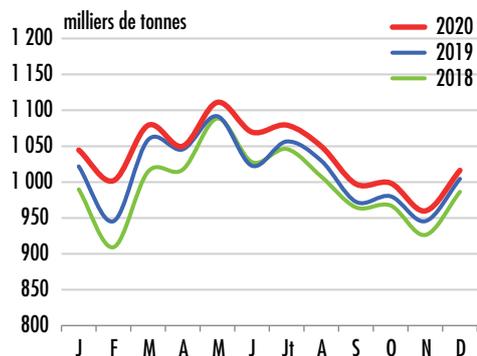


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



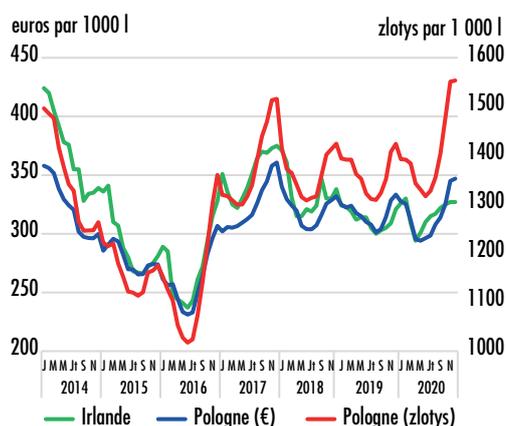
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après d'après EU Milk Market Observatory et CSO

L'Irlande et la Pologne sont les deux pays qui ont le plus profité de la fin des quotas laitiers. La croissance de leur production n'a même pas été ralentie par la pandémie de Covid-19 en 2020.

En Irlande, nouvelle production record

Au 1^{er} semestre, les transformateurs irlandais craignaient les clusters de Covid-19 au sein des sites industriels qui aurait empêché l'absorption de l'afflux de lait au pic saisonnier, faute de personnel. Il n'en a finalement rien été et les coopératives irlandaises ont même pu traiter un volume de lait supérieur à celui de 2019 en établissant un nouveau record annuel à 8,5 millions de tonnes (+3,5%/2019).

La croissance de la production continue de reposer principalement sur une hausse du cheptel qui termine l'année à 1,45 million de vaches (+2%/2019), et secondairement sur celle des rendements (+1,5% à 5 860 kg/VL). Le lait collecté s'est légèrement enrichi en matière grasse (+0,1% à 4,3%) tandis que le taux de protéines est demeuré quasi-stable à 3,57%.

Des prix irlandais en légère hausse en 2020

Les transformateurs irlandais ont, sous la pression de la baisse des cours du beurre et de la poudre maigre, diminué les prix du lait payé aux producteurs entre mars et juin. Ces deniers avaient ainsi reculé de -4% /2019 (-12 €/1 000 l) sur le 2^{ème} trimestre. Mais la reprise du commerce international et la remontée des cours des ingrédients ont tiré les prix au 2nd semestre, pour afficher en moyenne annuelle une petite hausse de +2 € à 313 €/1 000 l. Ce niveau demeure cependant bien inférieur à ceux de 2018 et de 2017.

Des exportations irlandaises sous pression

Les exportations irlandaises ont légèrement reculé en valeur en 2020 (-1% /2019) mais sont restées au-dessus du seuil des 4 milliards d'euros en signant le 2^{ème} niveau le plus élevé de l'histoire du pays. Cette érosion s'explique principalement par la chute du prix du beurre (-21% /2019) qui a entraîné un recul des envois en valeur (-12%) malgré une hausse des volumes (+12%). Le beurre perd sa place de premier poste d'exportation en valeur au profit des fromages, malgré le recul des volumes de -7,5%, dont la valeur ne s'est que légèrement érodé (-0,4%).

Les exportations de l'Irlande ne cessent de reculer vers ses partenaires historiques (-4% vers l'UE-27 et -9% vers le Royaume-Uni) et poursuivent leur progression vers les autres pays tiers (+6%) pour représenter près de 44% de la valeur totale des envois.

En Pologne, une croissance toujours dynamique

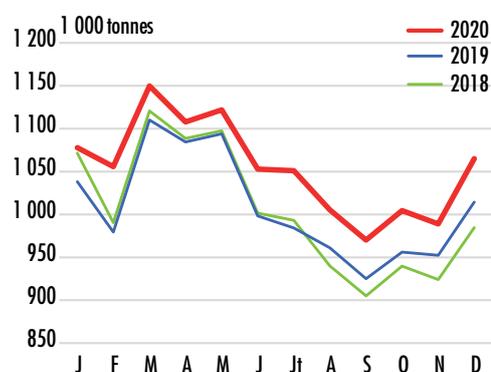
En **Pologne**, la collecte, approche les 12,5 millions de tonnes (+2,5%/2019), et établit un nouveau record historique, avec une hausse qui se chiffre à +25% depuis 2013. Le pays se classe désormais au 4^{ème} rang des pays producteurs de lait de vache de l'UE-27 au coude à coude avec l'Italie.

Malgré les mesures sanitaires prises au 1^{er} semestre, la collecte n'a été que peu affectée par la pandémie de Covid-19, hormis en avril. En revanche le prix du lait a reculé au 1^{er} semestre (-1% /2019) et jusqu'à près de -2% en mai en zlotys. La baisse des prix du lait a été beaucoup plus forte pour les élevages livrant à des transformateurs fournissant la RHD ou les marchés exports. Les prix du lait se sont ensuite redressés au 2nd semestre pour terminer l'année à des niveaux historiquement élevés. Sur 2020, le prix annuel moyen du lait a progressé de +3% /2019 en monnaie nationale, mais a cédé 1,5 €, à 315,5 €/1 000 l. Fin 2020, le cheptel de vaches laitières polonaises s'est replié (-2% /2019) pour la 2^{ème} année consécutive et se retrouve proche de son niveau de 2016.

4 ITALIE & ESPAGNE

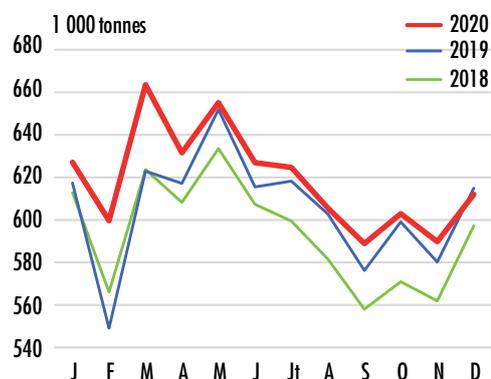


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE



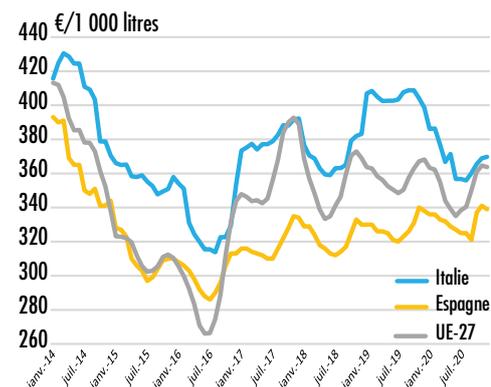
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PRODUCTEURS EN ESPAGNE ET EN ITALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des pays méridionaux dynamiques

Les collectes laitières italienne et espagnole ont été dynamiques en 2020. Ces deux pays restent structurellement déficitaires en produits laitiers (ils présentaient en 2015 les deux déficits commerciaux les plus importants en produits laitiers au sein de l'UE-27, devancés par le Royaume-Uni toutefois), mais continuent de déjouer les pronostics qui les annonçaient comme de potentiels perdants dans l'après-quota.

Collecte en forte hausse en Italie dans un contexte agité

Touchée précocement et fortement meurtrie par la pandémie de Covid-19, notamment dans le Nord du pays, zone où se concentre la production laitière, l'Italie a été le 1^{er} pays à subir un confinement strict en Europe dès début mars 2020. Sur avril et mai, la collecte italienne a progressé moins vite (de +2 à +2,5%) que sur le reste de l'année, certains opérateurs incitant les éleveurs à lever le pied. Mais ce ralentissement n'a été que momentané, si bien que la collecte annuelle, à plus de 12,6 millions de tonnes, a fortement progressé de +550 000 t d'une année sur l'autre (+4,3%).

Malgré cette collecte dynamique, l'année 2020 apparaît plutôt morose pour les éleveurs laitiers qui ont subi une érosion du prix du lait. En Lombardie il a cédé près de 35 € d'une année sur l'autre, à 371 €/1 000 l en 2020, effaçant ainsi la hausse de 33 € enregistrée sur l'année 2019.

Cette érosion tient notamment à des débouchés sur pays tiers en berne, notamment vers les États-Unis, qui pèsent pour près de 10% des exportations de produits laitiers en valeur (et plus du quart des envois sur pays tiers). Ces derniers ont réduit leurs importations de fromages italiens de 18% en volume et de 21% en valeur sur les 11 premiers mois de l'année. Si les deux piliers sous appellations que sont le Grana Padano et le Parmigiano Reggiano (44% des volumes de fromages et 54% de la valeur en 2019) ont offert une certaine résistance en volume (-11%), ils se sont effondrés en valeur (-24%) au cours de l'été. Leur prix moyen vers les États-Unis ont chuté de 15% sur 11 mois, passant de près de 12 €/kg à 10,2 €/kg d'une année sur l'autre. Toutes destinations confondues, le prix de ces deux fromages a cédé près de 1 € pour tomber à 10,3 €/kg. Or, le prix du lait italien repose en bonne partie sur le prix de ces fromages. La cotation du Grana Padano à Milan aurait toutefois fortement rebondi en fin d'année et début 2021.

La filière espagnole résiste aux turbulences et allie hausse des volumes et des prix

En Espagne, avec 162 000 t de lait de plus que sur l'exercice 2019 (+2%), la collecte de lait de vache enchaîne une 4^{ème} année de hausse consécutive, la plus forte en valeur absolue depuis 2015. Cette hausse s'explique par des gains de productivité toujours prononcés du cheptel national quasi stable (-0,3% /2019). Les agrandissements ont compensé des cessations pourtant nombreuses : -5% de livreurs et jusque -7% en Castille et Léon, 2^{ème} Autonomie laitière. La Galice, avec 55% des livreurs et près de 40% de la production nationale, a fourni à elle seule 60% de la collecte supplémentaire avec un cheptel stable et une collecte en hausse de +3,6%.

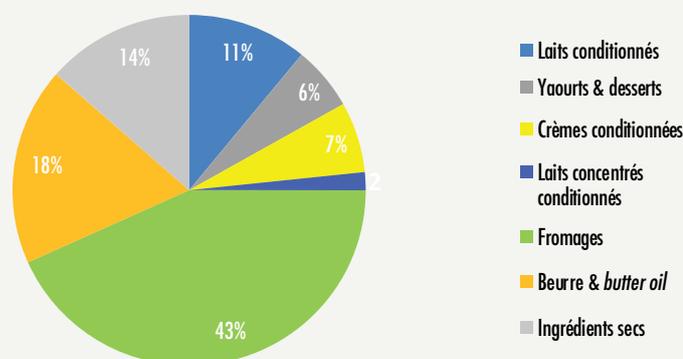
Au contraire de nombreux voisins européens, le prix du lait espagnol s'est apprécié en 2020, gagnant 4 € pour atteindre 332 €/1 000 l (il a même gagné 7 € en Galice mais reste à 323 €/1 000 l), conséquence probable d'une demande intérieure forte en laits liquides (qui valorise 55% du lait collecté).

La filière laitière espagnole poursuit également son développement avec une montée en puissance du segment fromager comme en témoigne les investissements nombreux ces dernières années.

FABRICATIONS EUROPÉENNES 2020

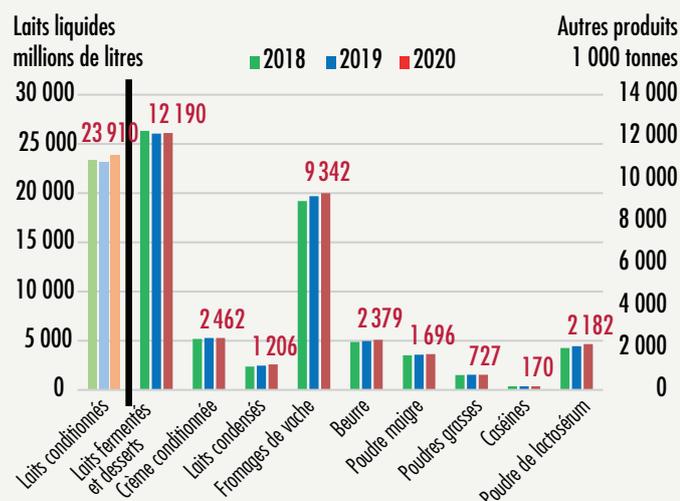
Les fabrications européennes ont progressé dans toutes les grandes familles de produits laitiers, y compris les laits conditionnés qui ont augmenté de près de 800 000 t.

UTILISATION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2020 (% DE MSU)



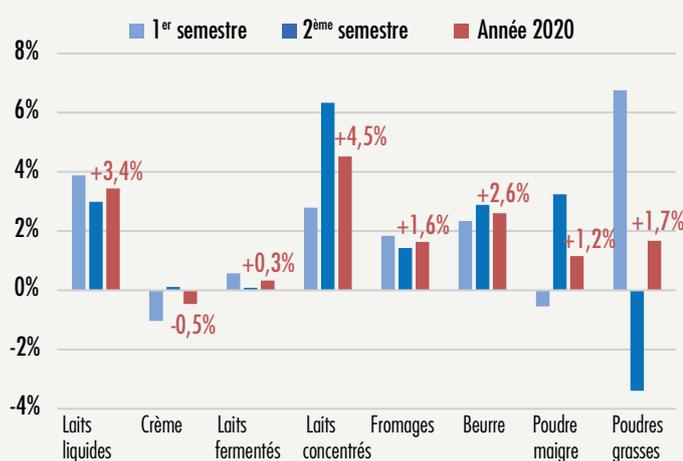
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et EDA-ZMB

FABRICATIONS EN UE-27 DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27 (% /2019)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

+1,9%

C'est la hausse de la matière solide utile transformée en 2020 dans l'UE-27.

L'utilisation de la collecte laitière de l'UE 27 a finalement très peu évolué en 2020. La part relative de la matière solide utile (MSU) du lait transformée en fromages a reculé de -0,1 point d'une année sur l'autre à 43,2%.

Celle des produits de grande consommation (laits conditionnés, crèmes, ultra-frais et beurre plaquette) est demeurée stable à 34,1%, mais avec des évolutions divergentes entre les produits. La part des laits conditionnés a progressé de 0,2 point à 11%, rompant avec une longue tendance baissière, alors que celle des crèmes conditionnées, yaourts et desserts a diminué de 0,1 point, à 6,5% et 5,9% respectivement. La part du lait transformé en ingrédients industriels (beurre, cube, poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum, caséines) a progressé de 0,1 point à 21,5%.

Évolution contrastée des fabrications d'un semestre à l'autre

Au cours de l'année 2020, les fabrications ont évolué en fonction du marché mondial et des demandes des consommateurs, modifiées par les mesures sanitaires prises pour freiner la pandémie de Covid-19. Au 1^{er} semestre, face à des confinements stricts dans différents pays européens et à une collecte relativement dynamique, les fabrications de poudres grasses ont été relancées par les grands laitiers européens (+6% par rapport au faible niveau de 2019) qui ont ainsi accru leurs expéditions sur le marché mondial. À l'inverse, les fabrications de poudre maigre et de crème ont reculé.

Au 2nd semestre 2020, les transformateurs ont privilégié la poudre maigre au détriment des poudres grasses, qui ont subi le retour de la Nouvelle-Zélande sur le marché international. Les fabrications de laits concentrés ont fortement progressé tandis que celles de crème se maintenaient tout juste à l'équilibre. Les fabrications de caséines sont les seules à afficher un recul marqué au cours de l'année.

En somme, le supplément annuel de collecte, estimé à +2,4 millions de tonnes de lait (+1,7%/2019), a surtout été produit au 1^{er} semestre (62%). Le supplément de matière solide utile a été accru (+1,9%) grâce à un lait plus riche (en moyenne 4,11% de MG et 3,45% de MP).

Le surcroît de ressource a été surtout transformé en fromages et secondairement en beurre et laits conditionnés dont les fabrications sont restées élevées tout au long de l'année. Les fabrications européennes de laits conditionnés (+3,4%/2019) ont été dynamisées par la forte demande des ménages, notamment pendant le 1^{er} confinement. Les fabrications en UE-27 de beurre (+2,6%) et fromages (+1,6%) ont progressé régulièrement grâce à la fermeté de la demande sur les marchés européen et mondial.

Concentration des fabrications au sein de quelques pays

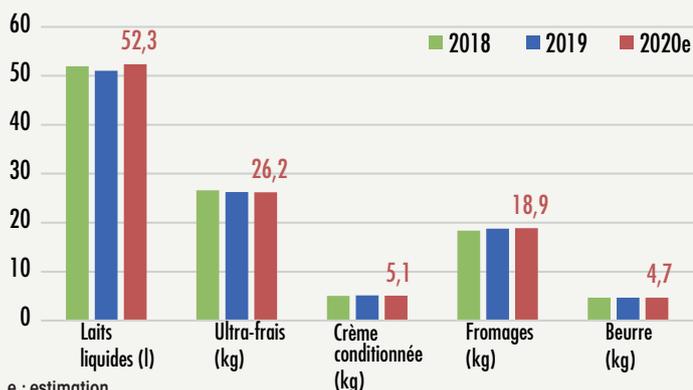
L'Irlande, la Pologne et la Belgique, ont fourni les trois quarts des fabrications supplémentaires de beurre, qui par ailleurs n'ont baissé significativement qu'aux Pays-Bas. Les fabrications fromagères ont été dynamiques en Allemagne, aux Pays-Bas, en Pologne et en Italie. À eux quatre, ces pays totalisent 95% des fabrications supplémentaires de l'UE-27 en 2020. Celles de laits conditionnés se concentrent en Espagne, responsable de plus de la moitié de la hausse, loin devant la Pologne et la France.

Les dix principaux pays laitiers, qui fournissent 86% de la collecte de l'UE-27, ont fabriqué relativement plus de fromages, de beurre et de poudres de lait, respectivement 89%, 90% et 93% des fabrications totales, que les autres pays, et à l'inverse relativement moins de produits frais (79% des volumes de laits liquides et 78% de laits fermentés).

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

CONSOMMATION EUROPÉENNE 2020

CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE-27



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et DG Agri-CE

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-27

millions de tonnes équivalent lait	2017	2018	2019	2020e	2020 /2019
Production	150	151	152	154	+1,3%
Collecte	141	142	143	145	+1,6%
Variation des stocks	0	0	-1	0	
Importations	4	4	4,1	3,6	-12,5%
Exportations	26	26	27,2	2,75	+1,2%
Utilisation intérieure	128	130	130	130	=
Consommation (kg/hab.)	287	291	291	290	-0,2%

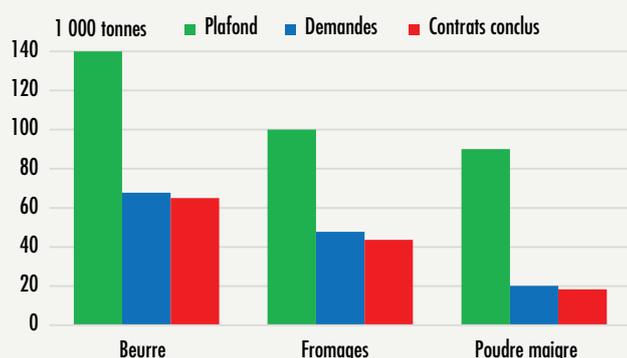
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et DG Agri-CE

STOCKS 2020

Tous produits confondus, les stocks en UE-27 ont peu varié entre le début et la fin de l'année, de moins de 100 000 t équivalent lait d'après nos estimations. Tombés à 90 000 t début 2020 selon ATLA, les stocks privés de poudre maigre (chez les fabricants) ont peu varié en cours d'année et sont restés sous le seuil de sécurité (120 000 t) fin 2020.

DISPOSITIF D'AIDE AU STOCKAGE PRIVÉ ACTIVÉ EN MAI ET JUIN 2020



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après European Milk Market Observatory

En 2020, la consommation de produits laitiers à base de lait de vache en UE-27 a bien résisté aux mesures de restriction de la restauration hors-domicile. Estimée par bilan à 130 millions de tonnes équivalent lait, elle a été stable, pour la seconde année consécutive.

La croissance démographique (+0,2% à 448 millions d'habitants en 2020 dans l'UE-27) a ainsi neutralisé une légère érosion de la consommation moyenne par Européen de -0,5 kg à 290 kg équivalent lait.

D'un côté, la consommation de laits conditionnés aurait rebondi de +1,3 l à 52,3 l/hab., alors qu'elle s'érodait au rythme de -1% l'an (-4 l/hab. entre 2012 et 2019). De l'autre, la consommation de crème qui était dynamique, a marqué le pas (-1,5% à 5,1 kg/hab.). De même, la consommation de fromages n'a que progressé très modestement (+140 g à 18,9 kg/hab.), alors qu'elle croissait en moyenne de plus de 220 g/an depuis 2010.

Enfin, la consommation individuelle d'ultra-frais est restée globalement stable (26,2 kg/hab.), de même que celle de beurre (4,7 kg).

Dans tous les pays européens, comme en France, la hausse des achats des ménages en produits laitiers a compensé plus ou moins totalement la chute de consommation en RHD et la probable moindre utilisation d'ingrédients laitiers par les IAA non laitières.

En **Allemagne**, la consommation des ménages a progressé pour tous les produits laitiers. Les achats par les ménages de crème, de fromages et de beurre ont été les plus dynamiques et ont bondi, respectivement de +11% et +9% et +8% /2019 en volume. Celles de laits liquides et de yaourts ont progressé plus modérément, rompant la baisse tendancielle à l'œuvre les années précédentes. Les achats de fromages frais ont progressé plus modestement (+3% /2019).

D'un niveau bas début 2020, les stocks de beurre dans les entreprises se sont étoffés au printemps lors du pic saisonnier de collecte, puis se sont dégonflés au 2nd semestre, revenant au même niveau que début 2020 (aux alentours de 105 00 t selon la DG Agriculture).

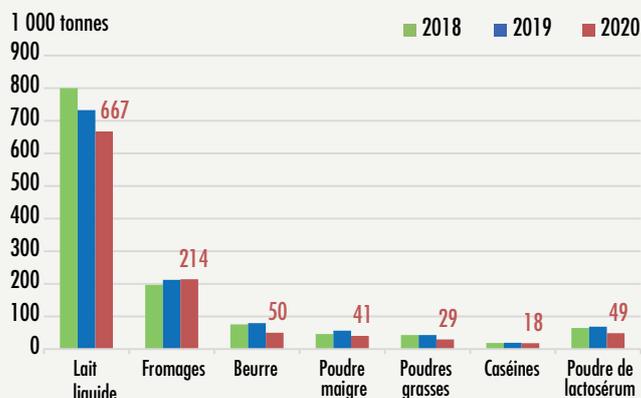
Activé en mai et avril, le dispositif d'aide au stockage privé a été peu utilisé par les transformateurs laitiers. Seules 43 669 t de fromages, 65 000 t de beurre et 18 300 t de poudre maigre ont bénéficié d'une aide au stockage privé, bien loin des plafonds fixés à 100 000 t pour les fromages, 140 000 t pour le beurre et 90 000 t pour la poudre maigre. La durée du stockage aidé étant limitée à 6 mois, il n'y avait plus aucun stock aidé fin 2020.



COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2020

L'excédent commercial de l'UE-27 s'est légèrement accru en 2020, de +3% à 18,3 milliards €, sous l'effet d'une hausse des exportations en volume (estimées à 27,5 millions de tonnes équivalent lait), le prix moyen des produits exportés n'ayant progressé que de 1%.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27



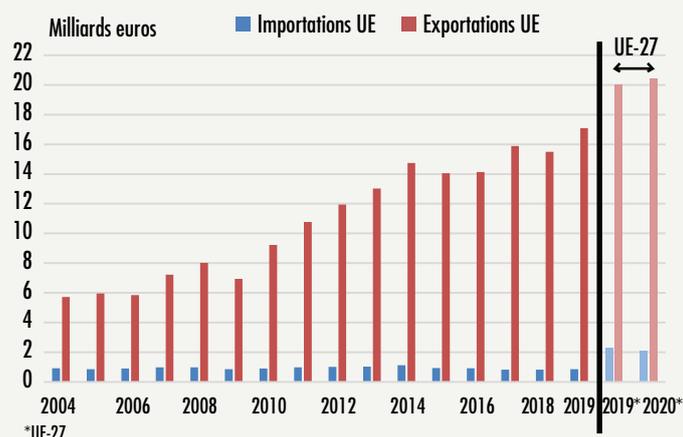
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des importations en recul

Les importations de l'UE-27 de produits laitiers ont diminué en volume en 2020 (-9% /2019). Estimées à 3,6 millions de tonnes équivalent lait, elles ne couvrent que 3% de la consommation de l'UE. Le Royaume-Uni est devenu le 1^{er} partenaire de l'UE-27, en volume comme en valeur (60% des importations européennes). Les produits importés en UE passent les frontières à droits de douane nuls ou réduits, le reste entrant dans le cadre de contingents d'importation mais ceux-ci ne sont plus remplis, en particulier en provenance de Nouvelle-Zélande. Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE, le principal produit importé est le lait liquide, qui transite par la frontière séparant la République d'Irlande de l'Irlande du Nord, avec près de 670 000 t (-9% /2019). Viennent ensuite les fromages, qui sont le seul poste d'importations croissant en volume (+2%) d'une année sur l'autre, tout en restant bien inférieurs aux contingents accordés aux principaux fournisseurs. Deux pays monopolisent les achats européens : le Royaume-Uni avec près des trois quarts des importations de l'UE (155 000 t, +3% /2019) devant la Suisse avec 25% des volumes (55 000 t, +2% /2019).

Les importations de beurre et beurre anhydre ont fortement reculé en 2020 (-37% /2019), à 50 000 t. Les volumes proviennent à 90% du Royaume-Uni (-29% à 47 000 t) mais également de Nouvelle-Zélande,

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE-28 PUIS UE-27

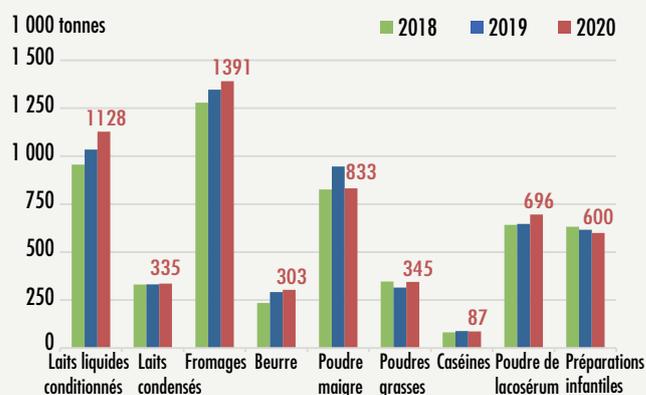


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

20,4 milliards €

C'est la valeur des produits laitiers exportés de l'UE-27 en 2020.

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

dont les volumes se sont effondrés (-72% à 3 000 t). Les fromages demeurent le premier poste en valeur (47% des importations).

Légère hausse des exportations en valeur comme en volume

Estimées à 20,4 milliards d'euros en 2020, les exportations de l'UE-27 ont légèrement progressé (+2%) d'une année sur l'autre après avoir marqué le pas en 2019 (-2% /2018). Elles se composent pour 30% des ventes de fromages, suivies de 23% des poudres de lait infantile, des poudres de lait (10% poudre maigre et 5% poudres grasses), des laits liquides et crèmes conditionnés (8%), du beurre (7%), de poudre de lactosérum (4%) et des caséines (3%). Le Royaume-Uni est devenu le 2^{ème} client de l'UE-27 (avec 16% des envois) derrière la Chine (21%).

Les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont progressé en équivalent lait (+1% /2019). Ces envois ont été abondés par la collecte supplémentaire compte tenu du déstockage qui a eu lieu en 2019. Portées à 27,5 millions de tonnes équivalent lait, les exportations de l'UE-27 ont ainsi écoulé presque 19% de la collecte européenne en 2020.

Les exportations de l'UE-27 de fromages, ont progressé pour la 6^{ème} année consécutive et ont atteint un nouveau record à 1,39 million de tonnes (+5% /2019). Après la très forte hausse connue en 2019 (+24% /2018), les envois de de beurre et de beurre anhydre ont encore légèrement progressé (+4% /2019 à 303 000 t). Le Royaume-Uni est le 1^{er} client de l'UE pour ces 2 produits, avec 35% et 23% des volumes respectivement.

Recul des exportations de produits secs

Après avoir marqué le pas en 2018, les expéditions de laits conditionnés ont progressé pour la 2^{ème} année consécutive (+9% à 1,13 million de tonnes). Les exportations d'ingrédients secs sur pays tiers ont reculé (-2%), compte tenu de la chute des expéditions de poudre maigre (-12% par rapport à leur record historique de 2019) et du fléchissement des envois de caséines (-2%). Le dynamisme des ventes de poudres grasses (+9%) et de lactosérum (+8%) n'ont pas réussi à compenser cette baisse. Les exportations des préparations infantiles ont reculé pour la 2^{ème} année consécutive (-3% à 600 000 t), même si elles sont demeurées stables vers la Chine, le premier client de l'UE-27.

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

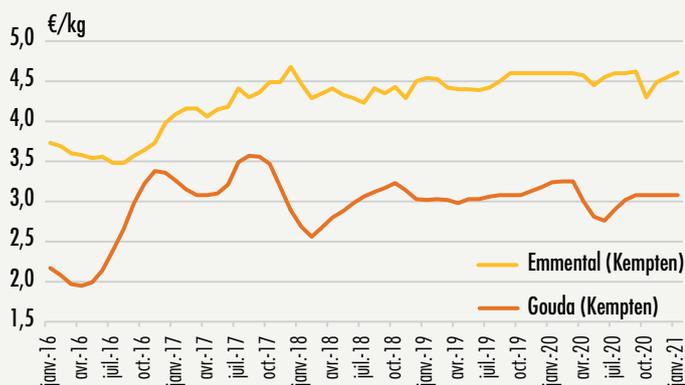
1,39 million de tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés sur pays tiers en 2020.

MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

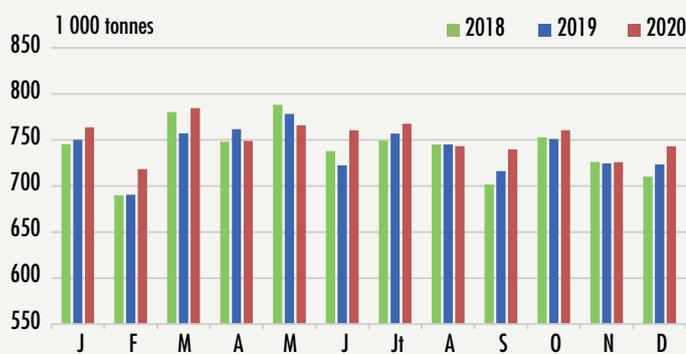
Malgré la pandémie, le marché des fromages s'est bien tenu en 2020. Les fabrications comme les exportations ont progressé, les cours demeurant en moyenne proche de leur niveau de 2019.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS DE KEMPTEN (ALLEMAGNE)



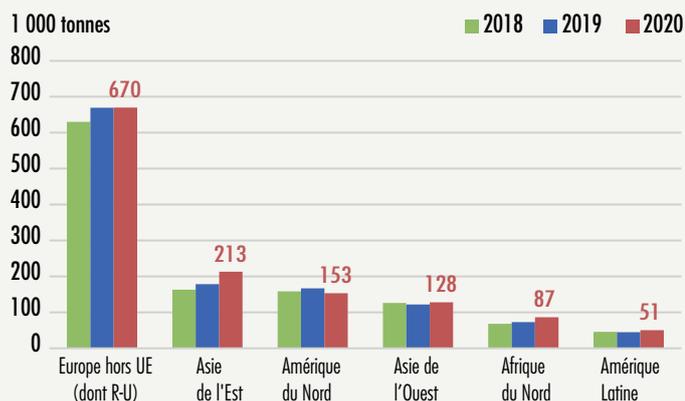
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Cours bien orientés toute l'année

Après un fort redressement en 2018, le cours du gouda à Kempten (Allemagne) est demeuré relativement stable jusqu'en mars 2020. Il a ensuite été victime des mesures sanitaires liées à la Covid-19 et a perdu près de 0,5 €/kg en 3 mois. Au 2nd semestre, il a ensuite regagné une partie du terrain perdu, sans pour autant retrouver en décembre son niveau de début 2020. En moyenne, sur l'année, il ne perd que 1 centime à 3,05 €/kg.

Le cours de l'emmental, peu dépendant de la conjoncture internationale, a mieux résisté au chamboulement des circuits d'alimentation au 1^{er} semestre, ne perdant que 0,15 €/kg en 2 mois. Mais il a en revanche été plus fortement affecté au 2nd semestre en perdant près de 0,3 €/kg, avant de pratiquement rejoindre son niveau de début 2020. À 4,54 €/kg, le prix moyen annuel s'est ainsi apprécié de +4 centimes (+1%/2019).

Nouveau record pour les fabrications européennes

Les fabrications européennes (tous fromages confondus) ont progressé en 2020 (+1,6% soit +145 000 t). La moitié de la hausse a eu lieu au 1^{er} trimestre (+3%/2019) avant de reculer en avril et en mai sous la pression des mesures sanitaires prises dans la quasi-totalité des pays de l'UE. Les transformateurs ont alors privilégié les laits liquides, la poudre grasse et le beurre. Au 2nd semestre, les fabrications de fromages ont rebondi, tout en restant moins élevées qu'en début année (+1,5%).

L'essentiel des fabrications supplémentaires a été réalisé par les principaux pays producteurs : l'Allemagne en tête (+59 000 t), la Pologne (+30 000 t), l'Italie (+26 000 t), les Pays-Bas (+23 000 t), et le Danemark (+10 000 t). Ils ont ainsi plus que gommé les baisses enregistrées en France (-31 000 t) et en Espagne (-7 000 t). Ces sept pays ont réalisé 86% de la production fromagère de l'UE-27.

Croissance modeste de la consommation européenne

Calculée par bilan, la consommation de fromages (toutes espèces) en UE-27 a faiblement progressé (+0,9%/2019), d'après nos estimations, à 8,5 millions de tonnes. Cette croissance a surtout reposé sur la hausse de la consommation moyenne (+0,7% soit +140 g à 18,9 kg) et peu sur la démographie (+0,2% soit +1 million à 448 millions d'habitants).

Des exportations en hausse

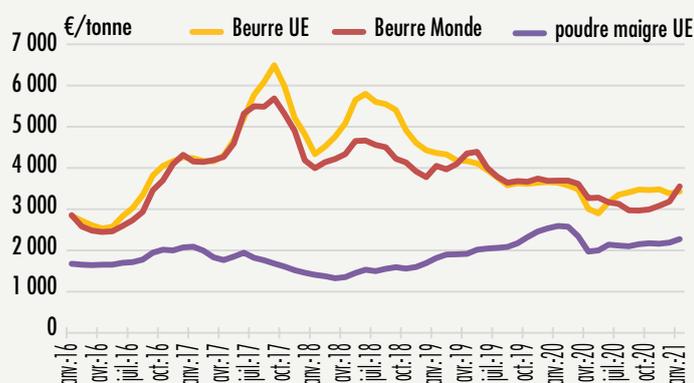
En 2020, les exportations de l'UE de fromages ont progressé de 3% à 1,39 million de tonnes, après +5% en 2019. Le Royaume-Uni est devenu le premier client avec environ 35% des volumes expédiés, malgré une baisse en 2020 (-5%/2019). Les exportations ont également reculé vers l'Amérique du Nord. La hausse vers le Canada (+14% à 24 400 t), grâce à la hausse du contingent à droit nul dans le cadre du CETA, n'a pas suffi pour compenser le recul vers les États-Unis (-10% à 118 000 t), suite aux hausses de droits de douane décidées par l'administration Trump.

Mais les envois sont demeurés très dynamiques vers l'Asie de l'Est, dont le Japon (+13% à 128 000 t), la Corée du Sud (+26% à 42 300 t), et la Chine (+44% à 26 800 t). Ils ont également progressé en Afrique du Nord, avec l'Algérie (+24% à 27 000 t) et le Maroc (+23% à 21 000 t).

MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

En 2020, la situation des marchés des protéines et des matières grasses laitières a plutôt bien résisté à la pandémie de Covid-19. Ils ont traversé un trou d'air lors du 1^{er} confinement sous l'effet de transactions ralenties, puis ont retrouvé leur évolution tendancielle à l'œuvre depuis 2019.

COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

Le marché du beurre a continué de se détendre en 2020. Le cours du beurre dans l'UE-27 est passé de 3 660 €/t en décembre 2019 à 3 380 €/t en décembre 2020, sous l'effet de disponibilités européennes et internationales plus abondantes. Il avait grimpé à 5 800 €/t en juin 2017. À 3 360 €/t en 2020, la cotation moyenne annuelle a cédé -14% d'une année sur l'autre et -33% en deux ans.

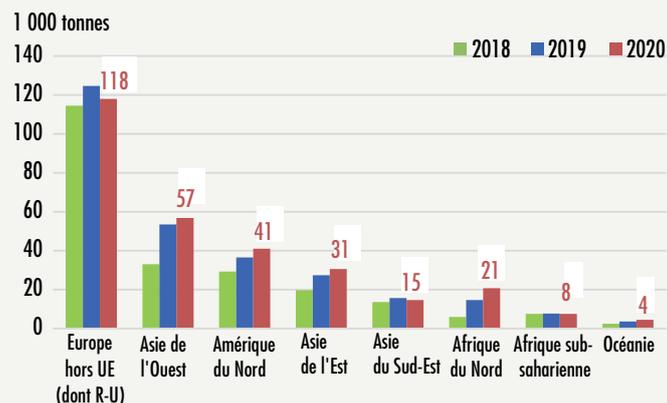
Parallèlement, le marché de la protéine laitière a subi un arrêt de son lent redressement, amorcé deux ans auparavant. Après avoir décroché de 600 €/t deux mois à 1 970 €/t en avril, le cours de la poudre maigre n'est ensuite remonté que de +200 €/t en huit mois à 2 160 €/t en décembre 2020. À 2 200 €/t en 2020, la cotation moyenne annuelle ne s'est appréciée que +100 €/t ou +5% d'une année sur l'autre, après avoir bondi de +40% en 2019 par rapport au niveau historiquement bas de 2018 (1 500 €/t).

Des fabrications européennes relancées

Malgré la forte demande en produits de grande consommation lors du 1^{er} confinement, les fabrications conjointes de beurre/poudre maigre ont progressé en lien avec la croissance de la production laitière.

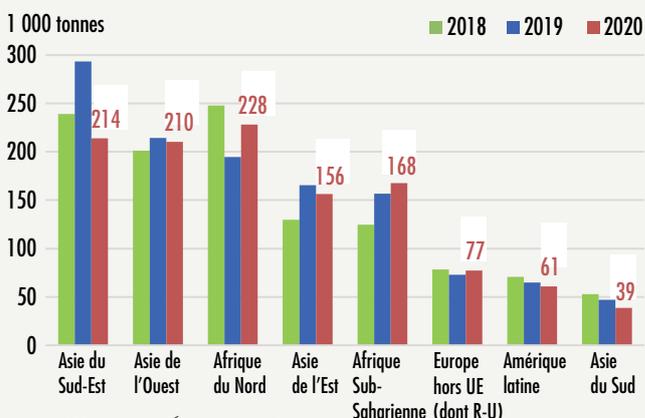
Au 1^{er} semestre, les fabrications de poudre maigre ont marqué le pas, les transformateurs ayant alors relancé les fabrications de poudres grasses redevenues compétitives sur le marché mondial. Au 2nd semestre elles ont à l'inverse progressé (+3%) face au repli de même ampleur de celles des poudres grasses. Les fabrications de beurre ont en revanche progressé tout au long de l'année.

EXPORTATIONS DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

En somme, les fabrications annuelles de beurre ont progressé de +2,6%/2019, à 2,38 millions de tonnes, et celles de poudre maigre de +1,7%, à 1,70 million de tonnes en 2020.

Les fabrications de poudre maigre ont progressé dans les principaux pays fabricants (Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Pologne) à l'exception de la France. Ces 5 pays réalisent 70% de la production européenne.

Les fabrications de beurre ont surtout progressé dans les pays à fort dynamisme laitier : Belgique (+10%), Pologne (+8%), Irlande (+5%), mais aussi en Allemagne (+2%) malgré une collecte stationnaire. Elles ont été stables en France et ont reculé aux Pays-Bas. Ces six pays réalisent 70% de la production européenne de beurre.

Reprise des exportations de beurre

80% des fabrications supplémentaires ont été commercialisées dans l'UE : une part s'est substituée à des imports et une autre a couvert la légère hausse de la consommation. Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'UE-27 a progressé de +0,6%/2019, à 2,1 millions de tonnes.

Les exportations de beurre et de beurre anhydre de l'UE-27 ont progressé (+4% à 303 000 t), essentiellement au 1^{er} semestre en raison des disponibilités océaniques limitées. Elles ont fléchi vers le Royaume-Uni (-16% à 50 500 t), désormais le 1^{er} pays tiers client de l'UE-27. Elles ont progressé vers les principaux débouchés historiques : les États-Unis (+14% à 37000 t), l'Arabie saoudite (x2 à 96 000 t) ; la Chine (+41% à 14 600 t), le Maroc (+60% à 10 200 t), l'Égypte (+40% à 8 000 t).

Tassement des exportations de poudre maigre

En 2020, les disponibilités de poudre maigre ont fortement chuté, de -10%/2019, malgré la hausse des fabrications, essentiellement en raison du bas niveau des stocks début 2020 (90 000 t selon la DG Agri) qui fait suite à un important déstockage opéré en 2018 et 2019.

D'une part, la consommation européenne de poudre maigre a fléchi de -10%/2019 (à 904 000 t). La moindre utilisation intérieure aurait concerné aussi bien l'alimentation animale, affectée par la crise du veau de boucherie, que l'alimentation humaine.

De l'autre, les exportations européennes de poudre maigre ont davantage reculé, de -12% à 833 000 t, vers la plupart des destinations secondaires. Elles ont été maintenues vers la Chine (121 000 t), vers le Nigeria (43 650 t) et elles ont bondi vers l'Algérie (+26% à 118 500 t).

À l'inverse, les exportations de poudres grasses ont rebondi (+8% à 345 000 t) en premier lieu vers l'Algérie (x2 à 38 000 t+21 700 t), vers Oman (+18% à 48 000 t), le Nigeria (+14% à 21 350 t) et la Chine (+3% à 16 000 t).

5

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2020

En France, les investissements financiers sont restés limités en 2020.

Comme les années précédentes les investissements productifs demeurent les plus nombreux et ont pour moitié concerné les fabrications fromagères, à travers des accroissements de capacités de production ou des modernisations.

Les financements dans les ingrédients secs restent nombreux, mais en retrait par rapport à 2019 tandis que ceux en produits frais sont toujours limités.

En Europe, les investissements productifs dans les fromages continuent de dominer largement en nombre et en valeur, devant les ultra-frais et les produits secs, notamment les poudres de lait infantile. Enfin, l'année 2020 a vu la montée des créations ou extensions de sites dédiés aux substituts végétaux.



FRANCE

Augmentation des capacités de production de fromages

Une nouvelle fromagerie bio, intitulée **Altermonts**, se met en place à Saint-Denis sur Coise (42), à la suite d'un investissement opéré par quatre éleveurs laitiers d'un montant de plus d'un million €. La fromagerie **Baechler** consacre 6 millions € à l'agrandissement de son site de Temple-sur-Loir (47). La fromagerie **Brun** installe une cave d'affinage à Beaurepaire-en-Bresse (71), moyennant 2,3 millions €. La **Compagnie des Fromages et Richemonts** (CFR) accroît la capacité de conditionnement de son site de Pacé (61) pour 1,3 million €. La **Coopérative Laitière de Beaufort-sur-Doron** (73) augmente de 25% ses capacités d'affinage pour 1,5 million €. En parallèle, elle acquiert la **Fromagerie Duc-Goninaz** localisée à Arêches (73). **Eurial** consacre 40 millions € à la reconstruction de sa fromagerie de Luçon (85) et à l'augmentation de la capacité de fabrication de mozzarella du site, qui passera de 16 000 à 24 000 tonnes par an. **Hervé Mons** rachète la **Fromagerie des Hautes Chaumes** à Sauvain (42). **Paul Dischamp** installe une nouvelle fromagerie à Saint-Flour (15), moyennant 7 millions €. **Sodiaal** investit 3,5 millions € dans l'affinage de Comté à Poligny (39), 7 millions € dans la fabrication de Gruyère IGP à Pont-sur-Saône (71) et 5 millions € dans la modernisation des ateliers de conditionnement de Montauban (82) et d'Annecy (74).

Début 2021, **CFR** investit plus de 3 millions € dans la reconstruction de son site de Vire (14). La **Fromagerie de la Meix-Biogam** construit une nouvelle fromagerie à Dieuze (57), moyennant 6 millions €. La **Fromagerie de Val de Sienna** accroît ses capacités, pour un montant de 1,9 million €. **Gillot**, filiale du groupe **Fléchar**, augmente la surface de sa fromagerie de Saint-Hilaire-de-Briouze (61) 12 000 à 20 000 m². **Lactalis** agrandit sa fromagerie de Domfront de 3000 m² en vue de récupérer les volumes de production de la fromagerie de Retiers promise à une fermeture prochaine. **Milleret** investit 2 millions € pour rénover

son site industriel de Charcenne (70). **Onetik** consacre 6 millions € à la restructuration de son site de Macaye (64).

Plusieurs investissements dans les ingrédients secs

Blédina, filiale du groupe **Danone**, investit 25 millions € pour développer la fabrication de lait infantile bio à Steenvoorde (59). **Lactalis** installe un nouvel atelier de fabrication de caséine sur le site de Mayenne (53), moyennant 8,7 millions €. En parallèle, il met en service sa nouvelle tour de séchage de lactosérum localisée à Verdun (55), à la suite d'un investissement de 40 millions €. **Lactips** investit 6 millions € dans une nouvelle usine de fabrication de bioplastiques à base de caséine de lait, localisée à Saint-Paul-en-Jarez (42). **Sill** consacre 18 millions € à la réhabilitation de sa tour de séchage localisée à Plouvien (29).

Début 2021, **Bonilait**, filiale de **Sodiaal**, construit une nouvelle tour de poudre de lait réengraissé à Chasseneuil-du-Poitou (86). **Ingedia** consacre 15 millions € à la rénovation d'une tour de séchage du site de Saint-Pol-sur-Ternoise (62) pour développer la fabrication d'ingrédients bioactifs. La **Laiterie de Verneuil** modernise ses installations d'ensachage de poudre de lait, moyennant 2,7 millions €. **Vaubernier** investit 2,7 millions € dans la valorisation du sérum de sa fromagerie localisée à Martigné-sur-Mayenne (53).

Développement des capacités de production de yaourt et de fromages blancs

Danone installe une nouvelle ligne de fabrication de fromage blanc d'une capacité annuelle de 13 000 t sur son site de Ferrières-en-Bray (76). La **Ferme des Peupliers** investit 1,1 million € dans son atelier de fabrication de yaourts localisé à Flipou (27). La **Laiterie du Clumont** consacre 1,2 million € au doublement de la capacité de fabrication de yaourts de son site de Saales (67). La **Laiterie Collet**

acquiert la **Laiterie Baïko** à Archamps (74). Le groupe belge **Pur Natur** rachète la **Laiterie de Selles** (71), où il investit 4 millions € pour y développer la fabrication de yaourts biologiques.

Des projets dans le lait liquide

La **Coopérative laitière de la Sèvre** investit 6,5 millions € pour lancer un lait de vache UHT sans OGM en 2021. La **Laiterie de Saint-Denis de L'Hôtel** (LSDH) annonce la construction d'une nouvelle usine de conditionnement de lait liquide (d'une capacité annuelle de 70 millions de litres) et de jus de fruits à Cholet (49) d'ici 2023, moyennant un investissement de 140 millions €.

Investissements dans les substituts à base de végétaux

Bel acquiert le fabricant d'alternatives végétales **All in Foods**, basée à Saint-Nazaire (44). La **Laiterie Collet** investit 17 millions € dans la construction d'une nouvelle usine dédiée aux produits végétaux à Renaison (42).

Des investissements énergétiques et environnementaux

Danone équipe le parking de son usine de Villecomtal (32) de 1 800 panneaux photovoltaïques. **Lactalis** déploie un vaste

programme de production d'énergie solaire à Verdun (55) sur 4,5 hectares. En parallèle, il inaugure une nouvelle station d'épuration à Saint Just de Claix (38) au sein de la **Fromagerie de l'Etoile**, à la suite d'un investissement de 2,4 millions €. **Laïta** investit 16 millions € dans la mise en place d'une chaufferie à bois sur le site de Créhen (22).

Déploiement à l'international hors UE

En Chine, **Danone** consacre 100 millions € à l'acquisition, auprès de **Saputo**, de son usine de lait infantile **Murray Goulburn Dairy** et au développement de la fabrication de lait infantile de ses autres sites chinois. En Egypte, il investit 6 millions € dans le développement de ses activités locales. Aux États-Unis, il prend une participation dans **Laird Superfood**, fabricant de produits à base de végétaux, pour un montant de 9 millions €. En Nouvelle Zélande, il investit 17 millions € dans la durabilité de son site de fabrication de lait infantile localisé à Clydevale. En parallèle, il cède sa participation de 6,61% dans le groupe japonais **Yakult** pour un montant de 476 millions €.

En Bosnie Herzégovine, **Lactalis** investit 2 millions € dans ses usines locales. Au Canada, il acquiert **Aliments Ultima**, la filiale dédiée à la fabrication de yaourts du groupe coopératif **Agropur**. Aux États-Unis, Lactalis rachète l'activité de fromages naturels de Kraft Heinz pour 2,7 milliards €. Il investit également 1,5 million € dans sa fromagerie de Nampa (ID).

EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, **Alpenhain** met en service une nouvelle usine à Lehen, moyennant 45 millions €. **Danone** annonce un investissement de plusieurs dizaines de millions € sur son site d'Ochsenfurt pour développer la fabrication de produits stables à température ambiante et à base de végétaux. Le groupe néo-zélandais **Fonterra** prend une participation dans **YFood**, une startup spécialisée dans la fabrication de produits végétariens. **Lidl** acquiert auprès de **DMK** une usine de crèmes glacées localisée à Waldfeucht-Haaren. **Meierei Nordseemilch** consacre 28 millions € à l'accroissement de la capacité de transformation de son site localisé à Witzwort ainsi qu'à l'extension de son offre en produits biologiques. **Milei**, filiale du groupe japonais **Morinaga Milk Industry**, investit 15 millions € pour étendre ses capacités de fabrication de lactoferrine. **Ostmilch Handelsgesellschaft** devient l'unique actionnaire d'**Uckermärker Milch**, en rachetant la participation de 60% du groupe suisse **Hochdorf**. **Uelzena** construit une nouvelle tour de séchage sur son site d'Uelzen.

Hochland renforce sa présence industrielle à l'international : il investit 18 millions € pour accroître la capacité de fabrication de sa fromagerie localisée dans la région de Belgorod.

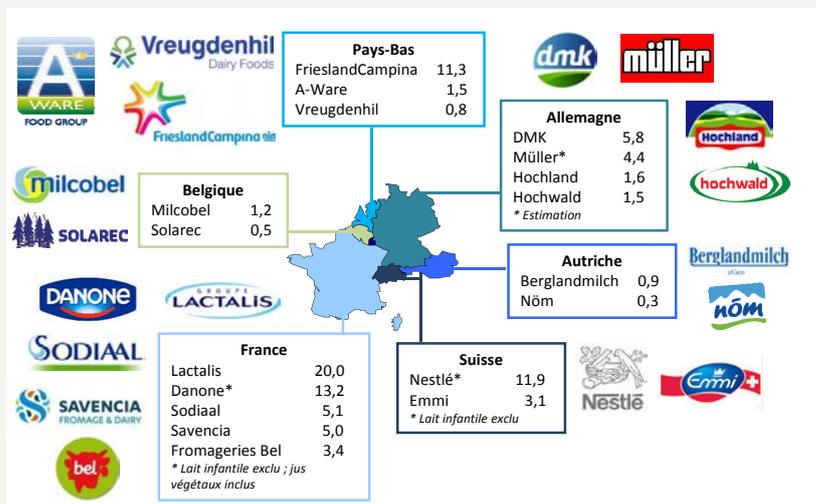
EN AUTRICHE, le groupe allemand **Meggle** annonce céder sa participation de 41% dans **SalzburgMilch** aux trois coopératives détentrices du reste du capital. **Nöm** acquiert le fromager **Käsewölfe**.

EN BELGIQUE, **Alpro**, filiale du groupe **Danone** et spécialiste des produits végétaux, investit 20 millions € dans son usine de Wevelgem. **FrieslandCampina** cède son site de fabrication de lait en poudre localisé à Aalter à son compatriote **A-Ware**.

AUX PAYS-BAS, le groupe pharmaceutique américain **Abbott** investit plusieurs dizaines de millions € dans l'agrandissement de son site de nutrition infantile et clinique localisé à Zwolle. Le groupe scandinave **Arla Foods** investit 12 millions € pour accroître la capacité de son usine de Nijkerk. En partenariat avec l'équipementier **Trivium**, **Ausnutria** construit à Heereveen un atelier de conditionnement de lait infantile en boîte métallique sur une surface de 10 000 m², pour un montant de 30 millions €. **Bettinehoeve**, dont le groupe suisse **Emmi** détient désormais 90% du capital contre 60% précédemment, annonce la construction d'une nouvelle tour de séchage de lait de chèvre d'ici 2022, d'une capacité de 20 000 tonnes par an. **Danone** construit un nouvel entrepôt à Cuijk sur 56 000 m². **FrieslandCampina** met en service un nouvel entrepôt pour ses ingrédients laitiers d'une surface de 26 000 m² sur le site de Veghel, où il projette, en parallèle, de porter sa production annuelle de lactoferrine de 10 à 70 tonnes d'ici 2023. Le râpeur et conditionneur de fromages **Grozette** construit un nouvel outil de production à Woerden. **Rouveen** consacre 20 millions € à l'extension et la modernisation de sa fromagerie.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2019 en milliard €



Source : CNIEL

5 LES TRANSFORMATEURS

FrieslandCampina poursuit son déploiement à l'international. En Indonésie programmant la construction d'une nouvelle usine de fabrication de lait concentré et de lait pasteurisé dans la région de Jakarta pour un montant de 250 millions €. En Malaisie, sa filiale **Dutch Lady** investit 12 millions € dans l'acquisition de terrains à Negri Sembilan. Au Nigéria, sa filiale **Wamco** conclut la reprise de l'activité laitière de **Nutricima** auprès du groupe britannique **PZ Cussons**. De son côté, le groupe anglo-néerlandais **Unilever** investit 100 millions € dans l'extension de son usine de crèmes glacées à Taicang en Chine.

EN SUISSE, **Emmi** investit 47 millions € dans la rénovation de sa fromagerie localisée à Emmen. **Nestlé** cède à **Gumi** sa marque de crème dessert **Stalden**. Ces deux groupes poursuivent leur développement hors Europe.

EUROPE DU NORD

AU DANEMARK, **Arla Foods** investit 40 millions € dans la construction d'un centre de recherche sur la valorisation du lactosérum à Nr. Vium. Le fabricant de produits biologiques **Thise Mejeri** met en service une nouvelle fromagerie localisée à Salling, à la suite d'un investissement de 11 millions €.

EN IRLANDE, **Glanbia Ireland** investit 15 millions € dans un centre d'innovation à Ballyragget. **Ornu** se déploie aux États-Unis : sa filiale **Ornu Ingredients North America** investit 9 millions € pour accroître la capacité de son site d'ingrédients fromagers à Hilbert (WI). Début 2021, **Ornu** consacre 40 millions € à l'extension de son site de Mitchelstown, qui sera doté d'une nouvelle beurrerie, de deux lignes de conditionnement supplémentaires et de capacité de stockage additionnelles. **Kerry co-op**, qui détient 12% de Kerry plc, envisage de payer 480 millions € pour acquérir 60% des actifs de la branche laitière de **Kerry plc** implantée en Irlande.

EN LETTONIE, **Food Union** investit 5,5 millions € sur le site de Karums pour le doter d'une ligne de snacks à base de fromage frais. **Piena Cels** constitue une coopérative transnationale intitulée **SCE E-Piim**, à la suite de sa fusion avec l'entreprise estonienne **E-Piim**.

EN NORVEGE, **Tine** double la capacité de transformation de sa fromagerie localisée à Dovre, moyennant un investissement de 5 millions €. En parallèle, il cède sa participation de 11% au sein du spécialiste des produits laitiers biologiques **Rørsmøieriet** au fond d'investissement **Salvesen & Thams**.

AU ROYAUME-UNI, **Alpro**, le spécialiste des produits végétaux, investit 10 millions € dans son usine de Kettering. **Arla Foods** développe la production de lait liquide délactosé sur le site de Settle, moyennant 28 millions €. **BV Dairy** investit 2 millions € dans un nouvel entrepôt et un atelier de fabrication de kéfir dans son usine de Shaftesbury. **Dairygold Food Ingredients** dédie 5 millions € à l'accroissement de la capacité de son site localisé à Leeds. **Lancashire Farm Dairies** investit 1 million € dans la fabrication de yaourts. Le fabricant de crèmes glacées **Mackie's** consacre 5 millions € à la modernisation de ses installations. Après rénovation du site, **McQueen Dairies** met en service à East Kilbride l'usine qu'il avait précédemment acquise auprès de **Müller**. **Meadow Foods** équipe son site de Chester d'un atelier de fabrication d'alternatives végétales, moyennant 4 millions €. **Ornu Foods** investit 3 millions € dans son usine de découpe et conditionnement de fromages localisée à Leek.

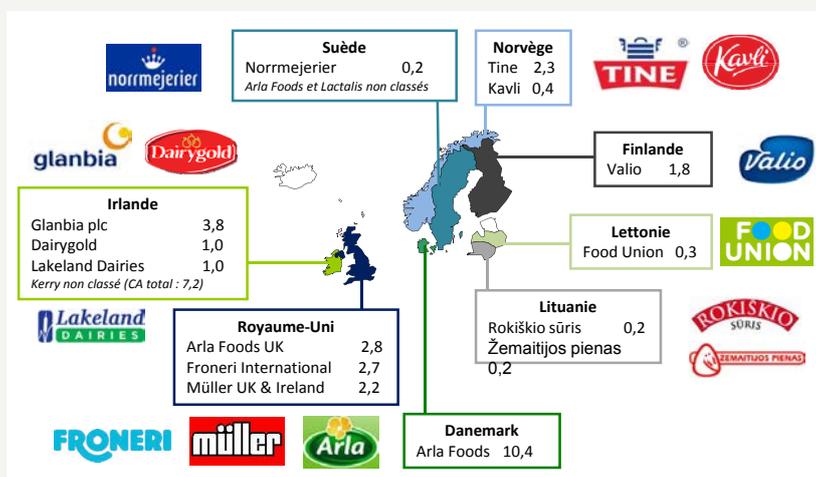
Début 2021, **South Caerfon Creamery** annonce un plan d'investissement sur 3 ans de 16 millions € pour accroître sa capacité annuelle de fabrication de fromages de 15 000 à 23 000 t. **The Modern Milkman**, entreprise de livraison de lait liquide dans la région de Manchester se met en place, avec le soutien du fond d'investissement **ETF Partners**, qui apporte 6 millions € à la structure.

EN SUEDE, **Norrmøjerier** consacre 1 million € sur 5 ans à la réduction de son empreinte environnementale.

Emmi acquiert aux États-Unis une participation de 87,7% au sein du fabricant de dessert de type italien **Indulge Desserts**. De son côté, le groupe suisse **Nestlé** rénove et accroît les installations de son site de transformation laitière **Prolacsa** localisé au Nicaragua, moyennant un investissement de 10 millions €. Au Panama, il investit 53 millions € dans la modernisation de son usine de produits laitiers localisée à Natá. En Russie, il construit une nouvelle unité de production de lait infantile dans la région de Vologda pour 43 millions €. En Thaïlande, il consacre 43 millions € au développement des capacités de fabrication de boissons lactées de son usine intitulée Navanakom 7 UHT. A l'échelle mondiale, il annonce un plan d'investissements de 3 milliards € sur 5 ans pour réduire ses émissions de CO2.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2019 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DU SUD

EN CROATIE, Belje acquiert les activités locales du groupe allemand **Meggle**.

EN ESPAGNE, **Calidad Pascual** investit 15 millions € dans l'accroissement des capacités de conditionnement de son usine de Gurb. **Capsa** consacre 14 millions € à la mise en place d'un plan durabilité sur 5 ans. Par ailleurs, il acquiert une participation de 50% dans **Lácteos Flor de Burgos**. Le groupe suisse **Emmi** cède sa participation de 80% dans **Lácteos caprinos** à **Lácteos García Baquero**. Ce dernier finalise, en parallèle, une extension de sa fromagerie d'Alcazar de San Juan, à la suite d'un investissement de 50 millions €. **Leche Celta** investit 5 millions € sur son site de conditionnement de lait liquide localisé à Pontedeume. **Leche Río** consacre 7 millions € sur 3 ans à l'automatisation de ses lignes de conditionnement. **Pastoret de la Segarra** agrandit sa capacité de fabrication de yaourts et desserts à Sant Guim de Freixenet pour 8 millions €. **Queserías de Zamora** accroît les capacités de sa fromagerie de Morales del Vino, moyennant 3 millions €. **Reina** investit 8 millions € dans une nouvelle plate-forme de produits frais à Caravaca. **TGT** prend une participation de 20% dans le spécialiste de fromages et de poudre de lait de chèvre **Lácteos Cobreros**. **Vascolac** acquiert **Quesería Berta de Villarcayo**.

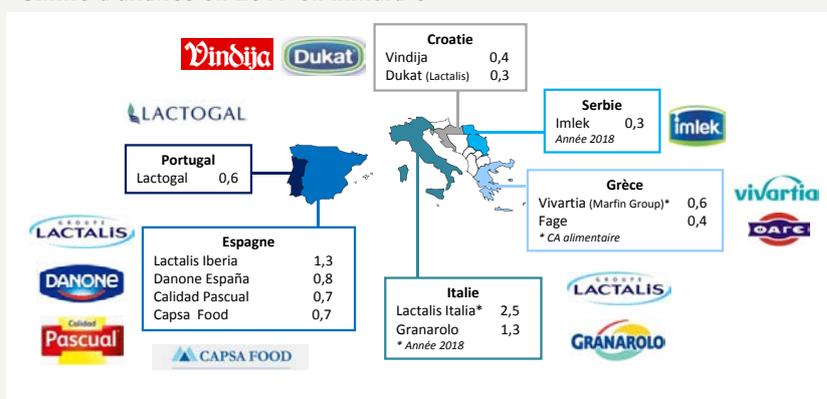
Début 2021, en partenariat avec **Iberdrola**, **Danone España** construit la plus grande usine photovoltaïque d'Europe en Estrémadure pour alimenter en électricité verte ses 29 usines localisées dans le pays. **Inleit** met en place un centre de R&D à Curtis, moyennant un investissement de 4 millions €.

EN GRÈCE, **CVC Capital Partners** rachète **Vivartia Holdings**, principal transformateur laitier local, auprès du groupe **Marfin Investment**.

EN ITALIE, **Fattorie Garofalo** consolide ses positions dans la valorisation du lait de buffesse par l'acquisition de **Fattoria Apulia** auprès du groupe **Amadori** pour 30 millions €. **Agriform** et **Parmareggio**, respectivement spécialistes des AOP Grana Padano et Parmigiano Reggiano, annoncent leur fusion à compter du 1^{er} janvier 2021. **Ambrosi** emprunte 27,5 millions € pour accroître ses capacités d'affinage et garantit le prêt associé, contracté auprès de la **Deutsche Bank**, via 150 000 meules de Parmigiano Reggiano et de Grana Padano.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2019 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DE L'EST

EN HONGRIE, **FrieslandCampina** concentre à Budapest ses services financiers en charge des zones Europe, Moyen-Orient et Afrique. **Tolnatej** construit une nouvelle fromagerie à Szekszard, moyennant 14 millions €.

EN POLOGNE, **Danone** investit 11 millions € sur son site de fabrication de produits ultra-frais localisé à Bierun et 3 millions € dans une nouvelle ligne de conditionnement de desserts pour enfants au sein de son usine d'Opole. **Mlekovita** consacre 6 millions € à l'accroissement de ses capacités de stockage. **OSM Kosów Lacki** investit 3 millions € dans un atelier de conditionnement de cottage cheese. **OSM Wloszczowa** consacre 2 millions € à l'installation d'une nouvelle ligne de découpe et conditionnement de fromages. **Spomlek** se dote d'une nouvelle ligne de conditionnement de fromages au sein de son usine de Radzyn Podlaski.

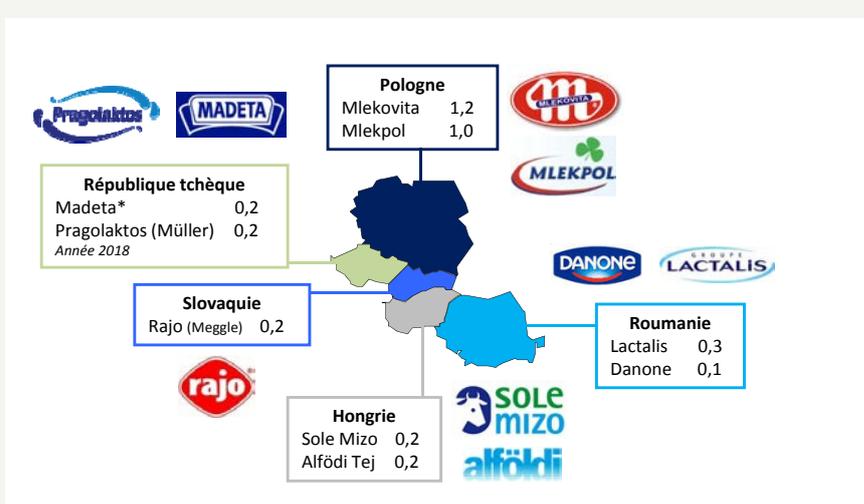
EN REPUBLIQUE TCHEQUE, **Eurosérum**, filiale de **Sodiaal**, cède à **Eligo** un site de fabrication de poudre de lactosérum localisé à Stribo.

EN ROUMANIE, **Laptaria Cu Caimac** investit 5 millions € pour se doter d'une nouvelle usine de produits laitiers.

EN SLOVAQUIE, **Koliba** reçoit une aide de l'Union Européenne de 3 millions € pour financer un investissement dans la fabrication de mozzarella à Hrinov.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2019 en milliard €



Source : CNIEL

6

LES PRÉVISIONS 2021

Possible reprise de la croissance de la production !

Ralentie début 2021, la production européenne progressera modestement au 1^{er} semestre, du fait notamment de la cherté croissante des aliments du bétail. Toutefois, le redressement spectaculaire des cours des ingrédients laitiers, amorcé depuis janvier, pourrait se prolonger voir s'accroître dans les prochains mois. Auquel cas, une remontée significative du prix du lait pourrait stimuler la production laitière au 2nd semestre dans les pays membres dotés de cheptels étoffés, dès lors que les éleveurs bénéficient d'une amélioration de leur marge alimentaire. Comme les années passées, le rythme de croissance de la production laitière restera naturellement sous la menace des aléas climatiques.



EUROPE 2021

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DE L'UE-27

	UE-27					
	2017	2018	2019	2020e	2021p	2021 /20
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	21,4	21,0	20,8	20,5	20,3	-1,0%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	150	151	152	154	155	+1%
Collecte laitière	141	142	143	145,2	146,7	+1%
Variation de stock	0	0	-1	0	0	=
Importations	4	4	4	3,6	3,6	=
Exportations	26	26	27	27,5	28,7	+4%
Utilisation européenne	128	130	130	130	130	=
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	8 910	8 960	9 195	9 342	9 530	+2%
Beurre	2 253	2 283	2 319	2 379	2 415	+1,5%
Poudres de lait	2 417	2 343	2 382	2 423	2 450	+1%
Poudre de lactosérum	1 909	1 995	2 078	2 182	2 225	+2%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres

Poursuite de la baisse du cheptel en 2021

En 2021, le cheptel laitier de l'UE-27 continuera de baisser, à un rythme qui dépendra de l'année climatique, notamment de la météo estivale, mais aussi de la conjoncture laitière.

En France, le cheptel pourrait encore reculer fortement, les effectifs de génisses pour le renouvellement étant encore moins nombreux qu'en 2020. Les éleveurs pourraient mobiliser davantage les réserves de productivité de leur troupeau (la croissance des rendements ayant été modérée au cours de la décennie écoulée). Les cessations laitières s'annoncent au moins aussi élevées qu'en 2020, d'autant que la part des éleveurs en âge de prendre leur retraite augmente sensiblement. En revanche, la proportion des ateliers laitiers en phase de croissance ne cesse de se retreindre depuis 2017.

Les investissements dans les exploitations laitières se concentrent dans les élevages de plus de 100 vaches, mais ne permettent plus de compenser les places perdues par les cessations laitières. Ainsi la taille moyenne des cheptels ne progresse plus que de 1 vache par an contre deux lors de la fin des quotas laitiers.

Ce ralentissement de la croissance de la taille des élevages pourrait induire une baisse du cheptel national encore importante, comprise entre -1,5% et -2% /2020.

EUROPE 2021

En 2021, la production laitière française devrait au mieux se maintenir, voire reculer de -0,5%, auquel cas elle reviendrait à 23,8 milliards de litres. De plus elle continuera de se déplacer du sud au nord de la Loire. D'une part, les éleveurs ne seront guère incités à développer leur production si le prix du lait à la production ne suit pas la hausse des prix de l'aliment. De l'autre, les transformateurs, surtout privés mais aussi coopératifs, continueront de contenir leur collecte à des besoins de lait qui semblent au mieux stationnaires. Ainsi, certains ne réallouent pas tous les volumes contractuels libérés par les cessations laitières.

En **Allemagne**, la baisse du cheptel se poursuivrait et la production pourrait tout au plus se maintenir, voire marquer le pas comme en France. Aux **Pays-Bas**, la production devrait plafonner sous 14 millions de tonnes avec un cheptel national réduit sous l'effet de contraintes environnementales toujours plus prégnantes.

En revanche, la production laitière continuerait de progresser dans presque tous les autres pays membres de l'UE-27. Elle augmenterait sans doute moins vite en **Pologne** où le cheptel laitier a fortement baissé en 2020. De même la croissance sera probablement plus modérée en Irlande (+3%) où le cheptel laitier croît moitié moins vite depuis 2019 (+2%/an). La hausse de la production irlandaise est toujours plus difficile à prévoir que sur le Continent. Dans le passé, elle a varié de 0 à +10%, selon les conditions climatiques qui sont déterminantes sur la production herbagère. En **Espagne** et en **Italie**, la stabilisation du cheptel amorcé en 2020 devrait se prolonger, auquel cas la production laitière pourrait croître entre +2% et +3%, compte tenu de la fermeté de la demande intérieure en produits laitiers à base de lait national et de la bonne tenue de la demande extérieure en fromages DOP dans le cas de l'Italie.

Avec un cheptel stabilisé, le **Danemark** pourrait enregistrer une nette reprise de sa production laitière, entre +1% et +2%, qui plafonnait depuis 2018.

En somme le cheptel de l'UE-27 perdrait au plus 200 000 têtes soit -1%, ce qui le ramènerait à 20,35 millions de vaches fin 2021.

Croissance modérée de la production laitière de l'UE-27

La production laitière de l'UE-27 continuerait de progresser à un rythme modéré, compris entre +0,7% et +1,3% d'une année sur l'autre, en fonction des conditions climatiques mais aussi économiques. Aussi nous tablons sur une croissance médiane de +1% en 2021.

Elle pourrait progresser plus vite au printemps dans le cas d'une météo douce et humide propice à une production herbagère précoce, le prix du lait étant bien orienté au 1^{er} trimestre.

Ensuite, la baisse saisonnière sera plus ou moins prononcée en fonction de la météo estivale. Elle impactera positivement ou négativement la production laitière des systèmes herbagers (zone océanique) ou confinés (zone continentale). Au 2nd semestre, l'évolution de la collecte dépendra aussi de la conjoncture des marchés laitiers, et donc des signaux (prix et volumes) envoyés par les collecteurs.

Au 1^{er} semestre 2021, les marchés des produits laitiers s'annoncent plutôt bien orientés avec une demande internationale ferme et des disponibilités à peine suffisantes dans les bassins excédentaires. Les cours des commodités pourraient s'envoler, si la tendance amorcée cet hiver se prolongeait, auquel cas le prix du lait valorisé en commodités laitières s'apprécierait nettement jusqu'à cet été.

Alors, la hausse du prix du lait stimulera plus ou moins la production laitière selon l'évolution concomitante des cours des grains et donc des prix de l'aliment, mais aussi plus généralement des prix des intrants.

Des volumes supplémentaires surtout transformés en fromages, beurre et poudres

Le supplément de collecte européenne annuelle, estimé à +1,5 million de tonnes de lait sur la base d'une croissance annuelle de +1%, serait principalement transformé en fromages (+2%), secondairement en beurre (+1,5%) et en poudres de lait (+1%). Les fabrications de laits conditionnés seraient stabilisées après le rebond de 2020, de même que celles d'ultra-frais (laits fermentés et desserts) face à une demande européenne et internationale stable.

La consommation de l'UE-27 pourrait comme en 2020 se stabiliser à 130 millions de tonnes équivalent lait, sous l'effet d'une érosion de la consommation de lait et produits laitiers par habitant neutralisée par la croissance démographique (+0,3%/2021).

Nous tablons sur une stabilisation des importations de lait et produits laitiers, estimées à 3,6 millions de TEL, qui proviennent pour plus des deux tiers du Royaume-Uni, désormais pays tiers.

L'essentiel du supplément de collecte exporté en produits laitiers

Dans ce cas, l'essentiel du supplément de collecte serait transformé en produits exportés vers les pays tiers dans l'hypothèse d'une demande internationale plutôt ferme. Les exportations de produits laitiers progresseraient de +1,2 million de TEL, à 28,7 millions de TEL en 2021. Les exportations de fromages et de beurre progresseraient, respectivement de +6% à 1,48 million de tonnes et de +9% à 330 000 t. Celles de poudre maigre remonteraient (+2% à 850 000 t), tandis que les flux de poudres grasses fléchiraient (-7% à 320 000 t). Les exportations de poudre de lactosérum s'annoncent encore dynamiques (+8% à 750 000 t), pour répondre à la forte demande chinoise en ingrédients incorporés tant dans l'alimentation animale que dans l'alimentation infantile.

Dans l'hypothèse d'une demande internationale moins favorable au 2nd semestre et d'une forte reprise de la production laitière océanique, les stocks en produits de reports pourraient alors s'étoffer et stopper la remontée des cours des commodités laitières. Les éventuels effets sur le prix du lait puis sur la production laitière européenne ne se feraient toutefois sentir que fin 2021.



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2020
Perspectives 2021

N° 517 - Février 2021

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2020.

Perspectives 2021. N° 516 - Janvier 2021

Dossier Brésil viande.

N° 514-515 - Novembre-Décembre 2020 (à paraître)

Dossier Où va le lait ?

N° 513 - Octobre 2020 (à paraître)

Dossier Italie : Viande bovine.

N° 512 - Septembre 2020

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2019. Perspectives 2020.

N° 511 - Été 2020

Dossier marché mondial viande bovine en 2019. Perspectives 2020. N° 510 - Juin 2020

Dossier annuel Ovins 2019.

Perspectives 2020. N° 509 - Mai 2020

Dossier France. La filière lait bio.

N° 508 - Avril 2020

Dossier annuel Caprins 2019.

Perspectives 2020. N° 507 - Mars 2020



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Photoagriculture - AdobeStock - ©P2 P.Dureuil_Cniel - DR Institut de l'Élevage - ©P3 0019_GB-Cniel-Studioculinaire-20171017-022 -
Chambre Agriculture 35 - Flickr - S.Fraisse_Cniel - DR Institut de l'Élevage - ©P4 DR Institut de l'Élevage - ©P5 www.lgseeds.fr - S.Fraisse_Cniel -
©P16 Lye_Fotolia - ©P17 Coutausse_Cniel - ©P18 Lucie Page - ©P19-20 M. Laurent_Institut de l'Élevage - ©P21 Troupeau_C MAIGRET_Institut de l'Élevage -
©P22 P.DUREUIL_CNIEL - ©P23 L. GUENEAU_CNIEL - ©P28 DR Institut de l'Élevage ©P32 CNIEL_S_FRAISSE - ©P36 Millet Germain Earl de l'Isle -
©P37 Marie Leclerc_Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0021501002

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE